

Zeitschrift: Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire
Herausgeber: [s.n.]
Band: 29 (2022)
Heft: 3: Les saisonniers·ères en Suisse : travail, migration, xénophobie et solidarité = Saisonarbeitende in der Schweiz : Arbeit, Migration, Fremdenfeindlichkeit und Solidarität

Vorwort: Les saisonniers·ères en Suisse : travail, migration, xénophobie et solidarité = Saisonarbeitende in der Schweiz : Arbeit, Migration, Fremdenfeindlichkeit und Solidarität

Autor: Gigase, Marc / Schubert, Yan

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 17.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Les saisonniers·ères en Suisse. Travail, migration, xénophobie et solidarité

Éditorial

Vingt ans après l'abolition du statut de saisonnier, les traces laissées en Suisse par cette main-d'œuvre issue principalement d'Italie, d'Espagne, du Portugal et d'ex-Yougoslavie sont extrêmement ténues. Seuls quelques baraquements qui servaient à loger ces travailleurs·euses précaires¹ subsistent encore, comme au Lignon en périphérie de Genève. Dernier vestige au centre-ville de cette période où la main-d'œuvre étrangère était engagée de manière temporaire dans la construction, l'agriculture et l'hôtellerie, un double panneau indicateur derrière la gare Cornavin à Genève mentionne en quatre langues – français, italien, espagnol et portugais – le bureau cantonal des saisonniers et le service sanitaire de frontière, associé pour beaucoup à l'humiliante visite médicale obligatoire avant de pouvoir entrer en Suisse.

Quelques rares et souvent modestes monuments rappellent le sort de cette force de travail que la Suisse a fait venir durant plus de 70 ans, entre l'instauration du statut en 1931 et son abolition en 2002. Le *Monumento migrante* à Saint-Gall est sans doute la seule exception, étant aussi imposant qu'éphémère. Formé d'un socle de trois mètres de haut laissé délibérément vide pour symboliser la non-reconnaissance de cette main-d'œuvre étrangère dans la construction et la prospérité de la Suisse, il ne portait qu'une simple inscription: «Aux migrantes et aux migrants». Après avoir parcouru la vieille ville, ce mémorial «mobile» a été installé en 2016 devant le Musée d'histoire et d'ethnologie de Saint-Gall, le temps de l'exposition *Ricordi e stima (Souvenirs et estime)* qui y était alors présentée et qui portait sur la migration italienne en Suisse.² À l'instar de celui de Suisse orientale, le monument dédié aux travailleurs·euses italien·ne·s de Genève ne mentionne pas non plus explicitement les saisonniers·ères mais les inscrit dans un contexte plus large de migration. Dévoilé en novembre 2014 à quelques mètres de la gare routière de Genève, le monument de petite dimension a été légèrement déplacé en 2017. Arborant une valise flanquée d'un dessin de la péninsule Italienne gravée dans la pierre blanche, il rend hommage en français et en italien aux travailleurs·euses transalpin·e·s: «En reconnaissance aux immigrantes et immigrants italiens et à leurs descendants pour leur rôle dans la construction de la Ville de Genève.»

Dans le canton du bout du lac, la reconnaissance politique du rôle des saisonniers·ères date de la même époque. Le Conseil municipal de la Ville de Genève adopte en effet le 17 septembre 2014 la motion «Parce qu'ils ont construit la Suisse et Genève: rendons hommage aux saisonniers»,³ déposée quelques années plus tôt à la suite de la diffusion en novembre 2009 d'une émission intitulée «Les enfants du placard» qui revenait sur la situation des enfants de travailleurs·euses saisonniers·ères privés du regroupement familial.⁴ De cette prise de conscience politique émane l'exposition *Nous, saisonniers, saisonnières... Genève 1931–2019* présentée à Genève en 2019⁵ et dont une deuxième étape est prévue au Nouveau Musée Bienne à la fin de l'année 2022. Alors que les saisonniers·ères sont évoqué·e·s depuis plusieurs années dans les expositions sur la migration comme celle de Saint-Gall en 2016 ou celle du Musée historique de Lausanne plus récemment,⁶ le sort de ces travailleurs·euses fait l'objet depuis peu de réflexions historiques et mémorielles propres comme à Genève ou à La Chaux-de-Fonds qui propose au Musée historique de la ville une exposition sur les «enfants du placard».⁷

Si les institutions muséales ou de recherche ont mis du temps à s'approprier ce sujet complexe, la Télévision Suisse Romande (TSR devenue depuis RTS) a sans doute été pionnière en proposant des reportages et des documentaires sur les saisonniers·ères dès les années 1960⁸ tout en continuant à traiter le sujet durant les décennies suivantes,⁹ offrant aux chercheurs·euses de précieuses sources audio-visuelles qui permettent de remettre dans leur contexte les conditions de vie et de travail de cette main-d'œuvre.¹⁰

Reconnus politiquement, objets de recherches historiques et d'expositions, transposés littérairement,¹¹ le travail et le sort des saisonniers·ères en Suisse trouvent depuis quelques années un écho médiatique sans précédent, autant en Suisse alémanique¹² qu'en Suisse romande.¹³ «[D]ans la foulée du lancement outre-Sarine d'une association pour les enfants de saisonniers ayant vécu cachés dans les années 1960–1970»,¹⁴ l'hebdomadaire *L'illustré* a notamment donné la parole à quatre anciens «enfants du placard» dont Massimo Lorenzi, figure télévisuelle connue du grand public et chef des sports de la RTS, qui raconte comment «[l]a digue du silence, de vieilles blessures et de la honte a sauté».¹⁵

Ce numéro de *traverse* s'inscrit donc dans un contexte de reconnaissance du parcours et des difficultés rencontrées par ces centaines de milliers saisonniers·ères venu·e·s travailler en Suisse au siècle passé. L'intérêt croissant – qu'il soit politique, historique, mémoriel, culturel ou médiatique – ne doit toutefois pas faire oublier que derrière les trajectoires analysées, ce sont des hommes et des femmes qui ont quitté leur foyer, leur famille et leurs ami·e·s pour venir travailler en Suisse dans l'espoir d'une vie meilleure. Ces expériences les ont non seulement transformés mais ont également façonné leur pays d'accueil. Pour reprendre les

mots célèbres de l'écrivain Max Frisch au moment des initiatives Schwarzenbach, «on avait appelé des bras, et voici qu'arrivent des hommes».¹⁶

Entre intérêts économiques et lutte contre la «surpopulation étrangère»: les constances de la politique d'immigration helvétique et le statut de saisonnier

Institué en 1931 par la Loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers, le statut de saisonnier s'inscrit dans la politique migratoire des autorités fédérales visant à garantir à l'économie suisse une flexibilité dans la gestion de la main-d'œuvre et à lutter contre ce qui est perçu et désigné comme une «surpopulation étrangère». Ce statut unique en Europe, particulièrement inique – la durée du séjour était limitée à neuf mois avec retour obligatoire dans le pays d'origine les trois autres mois – n'a été aboli qu'en juin 2002 à la faveur d'un accord avec l'Union européenne sur la libre circulation des personnes.

Pour comprendre le contexte dans lequel s'inscrit le statut de saisonnier, il faut toutefois remonter au tournant du siècle précédent. La période qui suit la Grande Dépression des années 1873–1890 est caractérisée par un essor particulièrement intense de l'économie suisse jusqu'à la Première Guerre mondiale. Le gouvernement fédéral conduit alors une politique migratoire libérale, qui permet à l'économie de recruter la main-d'œuvre étrangère nécessaire. Les besoins explosent dans le secteur secondaire afin d'assurer l'essor industriel, la construction des bâtiments et des infrastructures publiques ainsi que le développement ferroviaire. Ce boom économique s'accompagne d'une hausse de la population étrangère, dont la quasi-totalité provient des quatre pays frontaliers à la Suisse. Pour la première fois, le recensement fédéral de la population de 1880 constate le renversement de la balance migratoire, qui devient positive¹⁷ – alors que le pays était au XIX^e siècle une terre d'émigration – et la proportion des étrangers·ères par rapport à la population résidente passe de 7,9 % en 1888 à 16 % en 1914.¹⁸ Ce taux est alors plus important que dans les pays voisins en raison du droit du sang appliqué en Suisse – qui prévoit que les enfants nés de parents étrangers conservent la nationalité de ces derniers – et un taux de naturalisation bas, les procédures restant difficiles et coûteuses.¹⁹ Si une importante immigration saisonnière est déjà présente à cette époque – mais difficilement chiffrable car absente des recensements –, l'immigration étrangère n'est toutefois pas temporaire. En effet, en 1910, plus d'un tiers de tous les étrangers·ères étaient né·e·s en Suisse (dont plus de la moitié avaient moins de 15 ans) et plus du quart des immigré·e·s né·e·s à l'étranger étaient établi·e·s en Suisse depuis plus de dix ans.²⁰

L'accroissement de la population étrangère est toutefois ressenti comme problématique. En particulier, l'afflux important des travailleurs italiens,²¹ occupés dans le bâtiment et le génie civil, provoque des tensions et des frictions avec la population autochtone – dont témoignent les tristement célèbres explosions xénophobes, comme les émeutes de la Käfigturm à Berne (1893) et l'*Italienerkrawall* dans le quartier ouvrier d'Aussersihl à Zurich (1896) qui prennent la forme de «chasses» aux Italiens.²² Avec l'essor de courants nationalistes et des cercles de la nouvelle droite réactionnaire,²³ inquiets des grandes transformations socioculturelles du tournant du siècle et de leurs conséquences, les étrangers·ères sont de plus en plus assimilé·e·s à une population dangereuse, concurrente et profiteuse. Les termes d'«infiltration», d'«invasion» et surtout de «surpopulation étrangère» («*Überfremdung*») se généralisent dans les discours, associant ainsi la hausse de la population étrangère à un certain nombre de périls.²⁴ Aux plans démographique, social, économique ou encore culturel, cette présence étrangère irait à l'encontre de la cohésion du pays, tandis que la pénétration des mœurs et des idées étrangères menaceraient l'«identité» et les «valeurs» nationales traditionnelles.

Face à ce qui est progressivement qualifié de «question des étrangers»,²⁵ la réponse des élites libérales est d'abord axée sur une liberté de circulation et une naturalisation facilitée des étrangers·ères, avant d'évoluer radicalement sous les effets du premier conflit mondial. Au fossé culturel qui divise le pays entre 1914 et 1918 et aux difficultés sociales de cette période vient s'ajouter la présence en Suisse de nombreux·euses réfugié·e·s politiques – socialistes, anarchistes, antimilitaristes – ainsi que des déserteurs et des réfractaires. Ces derniers suscitent, au sein de la droite bourgeoise comme d'une partie de la gauche, des discours virulents renforçant la défiance à l'égard des étrangers·ères.²⁶ La Grève générale de 1918, présentée dans la classe dirigeante, la paysannerie et certaines couches de la population comme le résultat d'un complot d'agents bolcheviques infiltrés, renforce la figure de l'étranger comme menace pour l'ordre social et l'unité nationale.²⁷ Un durcissement de l'asile et une gestion plus centralisée de l'immigration sont alors préconisés. La guerre marque ainsi une rupture dans la politique migratoire: la libre circulation d'avant-guerre laisse alors la place à un contrôle strict de l'immigration et un durcissement des conditions de l'asile et de l'accès à la naturalisation. En 1917, un Office central de police des étrangers, rattaché au Département fédéral de justice et police est institué et, dans les années 1920, des ordonnances règlent l'entrée, le contrôle et l'établissement des étrangers.

La lutte contre l'«*Überfremdung*», devenu maître mot du champ politique et médiatique, est instrumentalisée pour légitimer les politiques de l'entre-deux-guerres associant cohésion et priorité nationale, politique sociale et contrôle de l'immigration. Cette méfiance plus marquée de la politique officielle à l'égard des étran-

gers·ères – alors même que la part de la population étrangère baisse durant la césure de 1914–1918 et l’entre-deux-guerres²⁸ – alimente la xénophobie au sein de la population. C’est dans ce cadre que la première Loi fédérale sur le séjour et l’établissement des étrangers, adoptée en 1931, entre en vigueur en 1934. Cette loi, qui concilie la flexibilité nécessaire aux besoins de l’économie avec une lutte contre la «surpopulation étrangère» ancre ainsi durablement les principes du contrôle de l’établissement et du séjour «à court terme»: le permis d’établissement doit être lié à un permis de travail et seul·e·s les étrangers·ères au bénéfice d’un permis d’établissement accèdent à certains droits (prestations sociales, marché du logement, etc.). Instauré par la loi de 1931, le statut de saisonnier devient une des pierres angulaires de la politique migratoire helvétique: il limite l’établissement à long terme de la population étrangère, s’inscrit dans les mécanismes de régulation déterminés par les besoins de l’économie et les fluctuations de la conjoncture et offre une force de travail dont les coûts salariaux et sociaux sont réduits. La fonctionnalité de ce statut est manifeste dans la conjoncture des lendemains de la Seconde Guerre mondiale. On estime à trois millions le nombre de permis de saisonniers délivrés durant les années 1950 et 1960.²⁹

Le boom sans précédent de l’économie suisse dans l’après-guerre s’accompagne en effet d’un appel massif à la main-d’œuvre étrangère, recrutée via des embauchages privés jusque dans les années 1950, puis régulé par des accords avec les pays étrangers dont l’Italie (1948, 1964),³⁰ puis l’Espagne (1961).³¹ Malgré la prospérité de l’immédiat après-guerre, qui s’accompagne de l’afflux de travailleurs·euses de la Péninsule notamment,³² la politique migratoire de la Confédération reste conditionnée par la crainte d’un retour possible de crise, jointe à la peur de l’«envahissement étranger». Ces éléments dictent une attitude restrictive en matière d’immigration. S’appuyant sur la collaboration étroite entre la Police des étrangers et l’Office de l’industrie et du travail, les milieux dirigeants suisses instaurent un modèle de rotation de la main-d’œuvre: le permis A de saisonnier, renouvelable, limite le séjour de l’ouvrier étranger à neuf mois par an et exclut le regroupement familial; on dissuade les titulaires du permis B (séjour à l’année, renouvelable) de se fixer durablement en Suisse, en n’autorisant la venue des familles qu’après plusieurs années (cinq ou dix ans) et sous certaines conditions, et l’octroi d’un permis C (permis d’établissement de durée illimitée) est restreint et conditionné. Comme le note l’historien Marc Vuilleumier, cette politique évite que les travailleurs·euses étrangers·ères ne se «fixent» durablement en Suisse: «La rotation désirée fut atteinte: au début des années 1960, la grande majorité des travailleurs étrangers en Suisse y résidait depuis moins de quatre ans.»³³ Cette politique répond alors à des pressions contradictoires: celle des milieux patronaux d’une part, pour qui cette main-d’œuvre étrangère offre l’avantage de soutenir la croissance extensive d’après-guerre sans pour autant devoir rénover et moder-

niser l'appareil de production (resté intact durant la guerre). L'afflux de travailleurs et de travailleuses étrangers·ères leur permet aussi de freiner une hausse des salaires dans un contexte de surchauffe économique. D'autre part, les syndicats redoutent que l'arrivée massive d'immigré·e·s ne constitue justement une pression à la baisse sur les salaires. Le recours aux saisonniers·ères concilie ainsi ces pressions en limitant la possibilité pour les familles des travailleurs·euses étrangers·ères de s'établir en Suisse et en offrant la possibilité de les renvoyer en cas de ralentissement économique. Comme le souligne Étienne Piguet, «un objectif central de la politique migratoire d'après-guerre est de conserver à cette immigration un caractère réversible et transitoire. [...] L'immigrant idéal ne s'attarde pas.»³⁴ Les autorités bloquent ainsi les nouvelles arrivées et le renouvellement des permis de séjour, faisant jouer le rôle d'«amortisseur conjoncturel» à la main-d'œuvre étrangère, et en particulier aux saisonniers·ères, lors des retournements conjoncturels de 1948–1949, 1958, 1974 et 1982–1983. La Suisse réussit ainsi à «exporter» son chômage après le premier choc pétrolier: en l'espace de quatre ans (1974–1978), le nombre de travailleurs·euses étrangers·ères est réduit de quelques 300 000 par le non-renouvellement des permis (A, B, frontaliers).³⁵ La forte présence des immigré·e·s dans les branches les plus touchées par la crise, les pressions de la Police fédérale des étrangers à accorder la priorité à l'emploi des nationaux ou encore l'absence d'assurance chômage obligatoire expliquent notamment le choc conjoncturel supporté par la main-d'œuvre étrangère.³⁶ Largement suivie durant la forte expansion économique de l'immédiat après-guerre, la politique de rotation de la main-d'œuvre³⁷ laisse place, dès le début des années 1960, à un modèle davantage orienté vers l'intégration et l'assimilation. Le recours à la main-d'œuvre étrangère devient une caractéristique structurelle de l'économie suisse qu'il s'agit de réguler. Dès 1964, l'établissement de la libre circulation au sein des pays de la Communauté économique européenne (CEE) représente en effet une concurrence pour la Suisse, qui devient moins attractive et voit l'afflux de main-d'œuvre transalpine se tarir. Le recrutement de travailleurs et de travailleuses étrangers·ères s'étend ainsi à d'autres pays plus lointains: en Espagne, au Portugal, puis en Yougoslavie, en Grèce et en Turquie. Dans ce cadre, l'Italie (1948, puis 1964), puis l'Espagne en 1961, signent avec la Suisse des accords sur les conditions de recrutement et d'admission de la main-d'œuvre étrangère, cherchant notamment à améliorer le statut de leurs émigré·e·s. L'accord signé en 1964 avec l'Italie contraint ainsi la Suisse à des concessions, l'obligeant à assouplir légèrement le statut des saisonniers et à faciliter la venue des familles des travailleurs·euses annuel·le·s. Alors qu'un séjour plus durable est envisagé pour les étrangers·ères au bénéfice d'un permis B et leur famille, et que le nombre de permis C augmente (il double même de 1969 à 1974),³⁸ les pressions à des plafonnements de l'immigration ressurgissent dans le courant des années

1960 et 1970. D'une part, pour des raisons propres à la compétitivité de l'économie suisse: la productivité de l'industrie suisse ayant tendance à stagner durant cette phase – les industriels s'étant avant tout appuyés sur une multiplication des postes de travail grâce aux travailleurs·euses étrangers·ères – les pressions pour une modernisation de l'appareil industriel (investissements productifs, innovations technologiques, etc.) concourent à des mesures de contingentement de l'immigration. Les milieux économiques, partageant alors la thèse de l'impact inflationniste de l'immigration en Suisse, poussent aussi à freiner la venue des immigré·e·s, accusé·e·s de contribuer à la surchauffe de l'économie suisse en occupant des logements et en consommant des biens et des services.³⁹ En 1970, un plafonnement global restreint ainsi les nouveaux permis B (annuels) et A (saisonniers) attribués par la Confédération aux cantons. D'autre part, le thème de la «surpopulation étrangère» connaît un regain de vitalité dans les années 1960, qui trouve également des défenseurs à gauche, comme le rappelle Damir Skenderovic: «Le consensus politique incluait de larges fractions du Parti socialiste et des syndicats qui, dès les années 1950, avaient mis en garde contre l'immigration venue d'Italie.»⁴⁰ Cette attitude de défiance à l'égard des étrangers·ères marque alors les mentalités, imprègne les débats sur les étrangers des années 1960 et fait le lit de la droite populiste et nationaliste qui exploite la peur de la «surpopulation étrangère» comme cheval de bataille au niveau politique. Pas moins de six initiatives populaires, soumises en votation entre 1965 et 1988, visent ainsi à plafonner la population étrangère en Suisse. La plus célèbre est l'initiative du 7 juin 1970 contre la «surpopulation étrangère», portée par le conseiller national James Schwarzenbach et lancée par l'Action nationale (fondée en 1961), qui suscite une campagne virulente à l'encontre des étrangers·ères⁴¹ et influence la politique migratoire de la Suisse vers un système de plafonnement global (quotas d'admission annuels) et la mise en place d'un instrument inédit de contrôle des étrangers·ères en Suisse: le Registre central des étrangers. Dans le sillage des pressions économiques et politiques, les autorités s'efforcent alors d'appliquer une politique migratoire plus restrictive et sélective, abandonnant le laisser-faire des années 1950 et 1960. Les principes de cette politique restent identiques entre le début des années 1970 et le milieu des années 1980, maintenant un certain compromis entre les différents intérêts en jeu: les demandes de flexibilité des organisations patronales, les pressions des mouvements xénophobes visant à limiter l'immigration et les exigences des syndicats au niveau de la protection du marché du travail.

Le contexte change néanmoins à partir du milieu des années 1980: avec la reprise conjoncturelle, la Suisse connaît de nouveau une phase de forte immigration. Et même lors de la crise économique du début des années 1990, durant laquelle de nombreux·euses étrangers·ères perdent leur travail, la croissance de la

population étrangère se poursuit durant toute la période. En dépit de la crise, les immigré·e·s quittent moins le territoire helvétique, le regroupement familial augmente et des permis de saisonniers ou des permis annuels sont transformés en permis d'établissement ouvrant la voie à davantage de stabilisation de la population étrangère. Alors que le modèle de rotation de la main-d'œuvre étrangère est remis en cause, les autorités cherchent à définir une nouvelle politique à l'égard des étrangers dans un contexte marqué par des tentatives de rapprochement avec l'espace économique européen, une diversification de l'immigration (des motifs et de la provenance géographique des migrations) ainsi qu'une hausse des demandes d'asile.⁴² Adopté en 1991, le «modèle des trois cercles», basé sur trois catégories de cercles (intérieur, médian et extérieur) répond alors une nouvelle fois aux exigences, certes contradictoires selon les branches, des milieux économiques (rapprochement avec l'Union européenne, recrutement d'une main-d'œuvre bon marché mais aussi de spécialistes hautement qualifié·e·s). Il fait aussi perdurer le caractère discriminatoire de la politique migratoire – qualifiée aussi par certain·e·s auteur·e·s de «racisme d'État»⁴³ – en excluant sur des critères ethno-culturels l'admission de travailleurs·euses extra-européen·ne·s du troisième cercle, réputé·e·s inassimilables en raison de leur prétendue «différence». Si le «modèle des trois cercles» est remplacé en 1998 par un nouveau modèle à deux zones (libre circulation et immigration sous conditions), les principes de ce régime migratoire vont guider la nouvelle politique en vigueur depuis l'adoption des accords bilatéraux avec l'Union européenne (2002) et l'instauration en 2008 de la nouvelle Loi fédérale sur les étrangers (LEtr), devenue Loi sur les étrangers et l'intégration (LEI) depuis 2019, qui limite l'immigration du reste du monde aux personnes hautement qualifiées.

Le statut de saisonnier, destiné à fournir des bras à l'économie suisse tout en préservant le pays d'une «surpopulation étrangère» tant redoutée, a été un des piliers de cette politique d'immigration. Non seulement, il a été au cœur de la stratégie de rotation de la main-d'œuvre immigrée de l'après-guerre, avant que cette politique laisse place à davantage de stabilisation. Mais il a aussi représenté une soupape de sécurité adaptable en fonction de la conjoncture tout en répondant aux exigences des secteurs de la construction, de l'hôtellerie et de l'agriculture. Les données statistiques à disposition montre ainsi que le nombre de saisonniers·ères diminue progressivement, tant en valeur absolue qu'en pourcentage du total des travailleurs·euses étrangers·ères en Suisse: de 26,5 % en 1957, la proportion des saisonniers·ères au sein des étrangers·ères actifs·ves diminue à 19,7 % en 1967 (153 510 saisonniers·ères), puis à 10,3 % en 1977 (67 280) avant de remonter à 13,9 % en 1987 (114 640).⁴⁴

Jusqu'en 2002, des centaines de milliers de personnes ont ainsi travaillé en Suisse avec des permis saisonniers. L'abolition du statut en 2002 n'a toutefois

pas mis fin aux mécanismes économiques d'exploitation et aux logiques d'exclusion et de stigmatisation sociales qui l'accompagnent. Au contraire, l'expérience historique des saisonniers·ères traitée dans ce numéro de *traverse* entre aujourd'hui pleinement en résonance avec les nouvelles formes de travail précaire et clandestin (travail au noir, sans-papiers).

Lacunes historiques et recherches récentes

La Suisse a connu au XX^e siècle un des taux d'immigration les plus élevés d'Europe et pourtant l'immigration n'a guère été considérée comme un objet de recherche important. L'historiographie sur ce thème est restée longtemps limitée en comparaison internationale. Ces dernières décennies, la politique migratoire de la Confédération et l'histoire de l'immigration en Suisse ont cependant fait l'objet de nombreuses recherches comblant en partie ces lacunes historiographiques.⁴⁵ L'histoire des saisonniers et des saisonnières en Suisse, bien qu'ayant été abordée dans plusieurs films et documentaires,⁴⁶ demeure toutefois encore largement un «parent pauvre» de la recherche scientifique suisse et un angle mort des études sur l'immigration en Suisse. De plus, si la question des saisonniers et des saisonnières est généralement traitée dans la littérature historique consacrée à l'immigration, elle n'est pas abordée de manière spécifique. Cette catégorie de travailleurs et travailleuses, qui en représente certes une part significative, est alors amalgamée au reste de l'immigration économique en Suisse, ce qui tend à éclipser la particularité de leur statut, de leurs conditions et de leur parcours. Leur histoire reste dès lors insuffisamment connue, et tend même à être oubliée. S'inscrivant dans une «histoire des gens sans Histoire»,⁴⁷ ce numéro de *traverse* vise donc à combler modestement une partie de ce vide historiographique, à donner place aux recherches en cours et à en alimenter de nouvelles.

Ces dernières années, les études concernant les saisonniers·ères se sont en effet multipliées et de nouvelles perspectives de recherche ont été ouvertes. Citons-en quelques-unes, sans prétendre être exhaustifs. Le projet du Fonds national suisse (FNS) «Une socio-histoire des gens qui migrent: Les «enfants du placard» (1946–2002)», mené à l'Université de Neuchâtel sous la direction de Kristina Schulz, met en lumière la problématique des enfants des travailleuses et des travailleurs étrangers qui, en raison de leur statut de saisonnier, n'ont pas bénéficié du droit au regroupement familial.⁴⁸ Également marginalisé jusqu'à aujourd'hui, le rôle des femmes immigrées en tant qu'actrices dans la société suisse n'a pas fait l'objet de beaucoup d'études. Croisant analyses de la migration et du genre, les travaux de Saffia Shaukat,⁴⁹ de Sarah Baumann⁵⁰ et de Francesca Falk⁵¹ abordent sous différents angles la problématique des femmes migrantes: leurs oppres-

sions, leur engagement social et politique, ou encore leur rôle dans l'émancipation des femmes en Suisse. Alors que les études historiques se sont surtout focalisées jusqu'à présent sur les immigré·e·s italien·ne·s,⁵² plusieurs recherches s'intéressent à présent aussi à l'histoire d'autres communautés immigrées en Suisse, à l'exemple de la recherche menée par Tomislava Kosić concernant les ressortissant·e·s d'ex-Yougoslavie.⁵³

Travail, migration, xénophobie et solidarité

La problématique des saisonniers·ères en Suisse, traitée dans ce numéro, permet d'interroger la notion de travail précaire, mais également d'aborder les flux migratoires ainsi que les réactions contrastées, entre la xénophobie des «années Schwarzenbach» et les élans de solidarité provoqués par la présence en Suisse des travailleurs·euses d'origine italienne, espagnole, portugaise ou yougoslave. Chacun de ses axes mériterait néanmoins une recherche spécifique. Ce numéro de *traverse* n'est ainsi qu'un jalon d'une histoire qui reste encore à écrire.

Réduit·e·s à une force de travail exploitable répondant aux besoins fluctuants de l'économie, les saisonniers·ères ont représenté un inépuisable réservoir de main-d'œuvre, dont les autorités pouvaient se défaire quand elles n'en avaient plus besoin. Le recours à cette catégorie de main-d'œuvre immigrée, pierre angulaire du marché du travail, comportait des avantages certains pour l'économie helvétique, qui en a tiré des bénéfices indéniables. Appartenant aux classes en âge de travailler, employé·e·s dans les secteurs les plus précaires, contraint·e·s de supporter des conditions de travail très dures et des travaux délaissés par les autochtones, les saisonniers·ères présentaient l'avantage supplémentaire de coûter très peu à la collectivité suisse, tout en payant des impôts. Alors que la scolarité et la formation avait été à la charge du pays d'origine, que l'absence officielle de regroupement familial limitait l'usage des infrastructures publiques (garderies, écoles), les saisonniers et les saisonnières étaient largement exclu·e·s des prestations sociales, l'accès à l'assurance chômage leur ayant été octroyé qu'en 1977 et sous certaines conditions. Le permis de saisonnier fragilisait d'autant plus leurs conditions de travail: soumis à l'interdiction de changer d'emploi et sous la menace d'un renvoi, les saisonniers·ères étaient à la merci des employeurs et particulièrement exposé·e·s à des abus – sous-enchère salariale, heures supplémentaires, travail clandestin durant la rupture saisonnière, accidents de travail, harcèlement sexuel – tout en étant mal protégé·e·s juridiquement et syndicalement.⁵⁴

Davantage connues et visibilisées, sans pour autant être rigoureusement étudiées, les discriminations et les humiliations que subissaient les saisonniers et les

saisonniers en Suisse étaient particulièrement nombreuses. À l'épreuve dégradante et renouvelée chaque année de la visite sanitaire (supprimée qu'en 1994) et du contrôle administratif à leur entrée, succédait, une fois le statut de saisonnier obtenu, une vie «à la dure» pour reprendre le titre du documentaire d'Alex Mayenfisch.⁵⁵ Dans un contexte de pénurie de logements et dans l'impossibilité de contracter un bail, les détenteur·trice·s du permis A étaient entassé·e·s dans des lieux déplorables procurés par leurs employeurs – des hébergements de fortune, de simples baraques ou encore des HLM – partageant chambres et équipements collectifs rudimentaires, à un prix parfois abusif. Privé·e·s par la loi du droit au regroupement familial, les saisonniers·ères étaient soit séparé·e·s du ou de la conjoint·e et/ou des enfants, soit obligé·e·s de cacher ces derniers dans le «placard». Cet éloignement provoquait des situations d'isolement psychologique, de troubles affectifs et de perte de repères identitaires. La clandestinité ne se limitait d'ailleurs pas aux seules familles puisque nombreux·euses étaient les détenteur·trice·s de permis A qui travaillaient clandestinement en Suisse durant «l'entre-saison».

Cette catégorie d'immigré·e·s était aussi confrontée à des mesures administratives brutales entre les quotas annuels établis dès 1963, l'approbation de leur permis par la Police des étrangers dès 1974, ou encore les tracasseries d'une bureaucratie tatillonne visant à éviter la transformation de leur permis A en permis B après plusieurs saisons consécutives. Ajoutons encore qu'à l'instar d'autres immigré·e·s transalpin·e·s ou espagnol·e·s, les saisonniers·ères subissaient la surveillance et la répression policière qui visaient les militant·e·s communistes, en particulier dans le climat de la guerre froide des années 1950 et 1960.⁵⁶

Ces hommes et ces femmes se sont arraché·e·s à leur famille et à leur terre pour s'établir dans une forme d'invisibilité en Suisse, subissant discriminations économiques et sociales. Et pourtant, cette main-d'œuvre étrangère s'est retrouvée sous le feu des projecteurs des campagnes des mouvements xénophobes et nationalistes dans les années 1960 et 1970. La population étrangère, devenue indispensable dans divers secteurs économiques, a été désignée par une frange de la droite comme bouc émissaire responsable des problèmes qui accablent la Suisse des Trente glorieuses: manque de logements, pollution, puis surchauffe économique. Les saisonniers·ères sont directement visé·e·s par la «troisième» initiative xénophobe, «contre l'emprise étrangère et le surpeuplement de la Suisse», déposée en novembre 1972 par l'Action nationale et qui demande la réduction du nombre d'étrangers à 500 000 avant la fin de 1977. Rejetée en octobre 1974 par 65,8 % des votant·e·s, cette initiative a toutefois pesé sur la politique officielle, contribuant à durcir les mesures à l'égard des immigré·e·s (arrêtés urgents pour limiter le nombre d'immigré·e·s, mesures de plafonnement) et à précariser encore davantage le statut de saisonnier. Ces campagnes xénophobes ont également

servi à exacerber les divisions, voulues par les milieux dirigeants suisses, entre la classe ouvrière suisse et les travailleur·e·s immigré·e·s.

Les saisonniers·ères ont expérimenté un laboratoire de précarité à grande échelle: ce sous-prolétariat de la seconde moitié du XX^e siècle a connu des réalités de vie à maints égards inhumaines et a été exhorté à subir ces conditions sans exprimer de revendication. Les réduire à de simples «victimes» relègue-rait pourtant dans l'ombre tout un pan de leur vécu. En effet, ces hommes et ces femmes ont aussi été des acteur·trice·s des réseaux politiques et syndicaux, des résistances sur les lieux de travail, des solidarités tissées entre immigré·e·s et entre Suisse·sse·s et immigré·e·s, ou encore des associations culturelles et sociales liées à l'immigration. On pense ici notamment aux luttes pour l'abolition du statut de saisonnier qui ont cristallisé, au début des années 1970, l'action des organisations de l'émigration – la Fédération des colonies libres italiennes en Suisse, l'Association chrétienne des travailleurs italiens ou encore l'Association des travailleurs espagnols en Suisse – ainsi que du Comité pour l'abolition du statut de saisonnier (1971) et du Centre de contact Suisses-immigrés (1974). La résistance au statut de saisonnier s'est menée au plan institutionnel par le biais notamment de l'initiative fédérale «Être solidaires», qui demande notamment que les saisonniers·ères bénéficient des mêmes droits que les travailleurs·euses titulaires du permis annuel.⁵⁷ Tentative d'une partie de la gauche de reprendre la main sur un agenda politique dicté par la succession des initiatives de la droite extrême, cette initiative a néanmoins été rejetée sèchement par le peuple et les cantons le 5 avril 1981. Mais la résistance au statut de saisonnier s'est exprimée aussi sur le terrain. Dès les années 1960, des mouvements de protestation ont eu lieu contre les conditions de vie et de travail des saisonniers·ères. Pétitions, manifestations et grèves ont dénoncé leur situation de précarité. À cet égard, la relation entre les syndicats et les travailleurs·euses saisonniers·ères n'allait pas de soi, en dépit des valeurs syndicales affichées de solidarité et de défense des travailleurs·euses. Entre la crainte qu'un nombre excessif de saisonniers·ères puisse rompre la paix du travail, la volonté de protéger la main-d'œuvre indigène de la sous-enchère salariale et leur rôle dans les commissions tripartites chargées des autorisations saisonnières de travail, les syndicats ont suivi une politique ambiguë à plus d'un titre. Ces derniers n'ont pas hésité, du moins avant les années 1970, à freiner le recours aux travailleurs·euses saisonniers·ères et soutenu les mesures de contingentement. C'est là un volet de l'histoire syndicale et de l'immigration qui mériterait d'être davantage défriché.⁵⁸

De même, la question du déracinement vécu par les saisonniers·ères, le choix complexe de l'exil et de l'éventuel «retour au pays», les difficultés d'intégration en Suisse ou à leur retour, ou encore les souffrances et les humiliations vécues

par les saisonniers·ères comme par leurs enfants, sont autant de perspectives de recherche d'une histoire en cours ou, nous l'espérons, à venir.

Le présent numéro de *traverse* n'a ainsi pas la prétention de combler les lacunes de l'historiographie sur les saisonniers·ères mais espère offrir des pistes de réflexion sur une histoire qui reste majoritairement à écrire, même si l'accès aux sources est sans aucun doute l'une des difficultés majeures qui expliquent l'état lacunaire de la recherche.⁵⁹ Articulé autour de quatre axes – travail, migration, xénophobie, solidarité – qui ont été traités de manière différenciée dans les articles, il offre avant tout des éclairages sur l'une ou l'autre de ces problématiques, se focalisant sur les saisonniers·ères italien·ne·s et espagnol·e·s, dont les communautés ont laissé des traces moins infimes dans les archives que celles du Portugal ou d'ex-Yougoslavie arrivées plus tardivement.

Pour ouvrir le numéro, Kristina Schulz se penche sur l'historiographie lacunaire autour des saisonniers·ères, en identifiant et en analysant les sources juridiques et statistiques qui permettent de restituer le cadre légal de leur statut durant l'après-guerre en Suisse. Elle décrit l'ampleur et la composition de la main-d'œuvre saisonnière en Suisse durant les Trente glorieuses et plaide pour une perspective centrée sur les acteurs·trices de l'histoire de la main-d'œuvre saisonnière.

Travaillant à partir d'un corpus de films documentaires et de fictions réalisés entre 1963 et 2016, Thierry Maurice propose, quant à lui, d'interroger le statut et les conditions de vie des saisonniers·ères en Suisse durant la seconde moitié du XX^e siècle, en se fondant sur leur représentation mais aussi sur les motifs qui balaissent leurs rapports à la Suisse comme le travail, l'argent, la langue, la musique, le logement ou la xénophobie.

En partant d'un fragment de verre peint provenant de la vitre brisée de la porte de la discothèque Alba à Bienne, Florian Eitel revient sur l'altercation en 1977 entre les gérants de la discothèque, des clients italiens et les jeunes du Centre autogéré de la Coupole après que la discothèque a interdit l'accès aux Italien·ne·s. L'«affaire Alba» reflète les discours et les pratiques xénophobes mais aussi antiracistes dans la période qui précède les dernières initiatives dites de «surpopulation étrangère».

Les articles de Magali Michelet et de Sarah Kiani portent de leur côté sur les «enfants du placard», ces enfants de saisonniers·ères qui n'étaient pas autorisés à rejoindre leurs parents en Suisse et qui vivaient donc dans la clandestinité après avoir passé la frontière. À travers trois ensembles d'entretiens d'histoire orale menés avec des témoins, Magali Michelet prend les silences comme point de départ de leurs parcours de vie alors que Sarah Kiani s'intéresse à la scolarisation de ces enfants clandestins, privés de droit à l'école publique. En se penchant sur deux écoles qui ouvrent à Neuchâtel en 1972 et à Genève en 1984, cette dernière montre que la première cherche à offrir une occupation et une sociabilité

aux enfants alors que la seconde veut favoriser l'intégration scolaire mais aussi culturelle.

La dernière contribution, sous forme d'entretien, revient sur la genèse et le succès de l'exposition *Nous, saisonniers, saisonnières... Genève 1931–2019* présentée à Genève en 2019. Frédéric Deshusses aborde ainsi avec les commissaires de l'exposition le rapport entre l'histoire de ces travailleurs·euses et sa représentation sous forme d'exposition. Issue d'une commande de la Ville de Genève, l'exposition concrétisait une volonté politique de faire connaître le caractère inacceptable du statut de saisonnier en donnant une place dans l'histoire de la ville aux travailleuses et aux travailleurs ayant subi les rigueurs de ce statut.

Ces six articles, différents par leurs approches et les sources qu'elles mobilisent, devraient permettre de poser un jalon supplémentaire dans cette «histoire de gens sans Histoire». Centrés sur les saisonniers·ères, ils devraient ouvrir des pistes sur les problématiques plus larges du travail, de la migration, de la xénophobie et de la solidarité et permettre ainsi de nouvelles recherches sur d'autres communautés de travailleurs·euses.

Marc Gigase, Yan Schubert

Notes

- 1 Il s'agit toutefois en majorité d'hommes.
- 2 «St. Gallen: Denkmal für die <Gastarbeiter>», *St. Galler Tagblatt*, 29. 2. 2016, www.tagblatt.ch/ostschweiz/stgallen-gossau-rorschach/stgallen-denkmal-fuer-die-gastarbeiter-ld.291676 (4. 8. 2022).
- 3 Voir conseil-municipal.geneve.ch/no_cache/conseil-municipal/objets-interventions/detail-rapport-reponse/rapport-reponse-cm/891-167e/ (4. 8. 2022).
- 4 L'émission est encore accessible dans les archives de la Radio Télévision Suisse (RTS): <https://pages.rts.ch/emissions/temps-present/immigration/856134-les-enfants-du-placard.html?anchor=856136#856136> (4. 8. 2022).
- 5 *Nous, saisonniers, saisonnières... Genève 1931–2019*, Le Commun (Genève), 30.10–24. 11. 2019. Voir dans ce numéro l'entretien de Frédéric Deshusses avec les commissaires de l'exposition ainsi que le compte rendu du catalogue d'exposition par Sébastien Farré.
- 6 Voir *Losanna, Svizzera. 150 ans d'immigration italienne à Lausanne*, Musée historique de Lausanne, 18. 8. 2021–9. 1. 2022 et le compte rendu du catalogue d'exposition par Acacio Calisto dans ce numéro.
- 7 Voir *Enfants du placard. À l'école de la clandestinité*, Musée d'histoire de La Chaux-de-Fonds, 12. 6. 2022–9. 3. 2023. L'exposition est le fruit d'une collaboration avec le projet du Fonds national suisse «Une socio-histoire des gens qui migrent. Les <enfants du placard> (1946–2002)».
- 8 La RTS et la *Schweizer Radio und Fernsehen* (SRF) proposent en ligne une série de reportages sur la thématique tirés de leurs archives: www.rts.ch/archives/dossiers/3478083-les-saisonniers-aux-portes-de-la-suisse.html; www.rts.ch/archives/tv/information/temps-present/10201189-les-saisonniers.html; www.srf.ch/kultur/gesellschaft-religion/schweizer-saisonnierstatut-saisonniers-mussten-sich-zwischen-arbeit-und-familie-entscheiden (4. 8. 2022).

- 9 Voir notamment le reportage consacré aux saisonniers·ères diffusé en 1980: www.rts.ch/archives/tv/information/temps-present/10201189-les-saisonniers.html (4. 8. 2022).
- 10 Pour ne prendre qu'un exemple emblématique, voir le reportage réalisé en 1980 par Simon Gabioud sur le logement des saisonniers·ères: www.rts.ch/archives/tv/divers/edition-archives/12204140-une-suisse-deux-epoques-les-logements-des-saisonniers-du-boisdesfreres.html (4. 8. 2022).
- 11 Voir notamment Joseph Incardona, *Permis C*, Lausanne 2016, et Vincenzo Todisco, *L'Enfant lézard*, Chêne-Bourg 2020, ou encore la récente bande dessinée de Pierdomenico Bortone, Cecilia Bozzoli, *Celeste, l'enfant du placard. La migration italienne en Suisse*, Lausanne 2022. La pièce de théâtre de Massimo Furlan, *Les Italiens*, jouée au Théâtre de Vidy (Lausanne) en 2019 évoquait également par la bande la vie des saisonniers·ères.
- 12 Voir notamment Andrea Spalinger, «Wir waren keine Schweizer geworden, waren aber auch keine richtigen Italiener mehr», *Neue Zürcher Zeitung*, 23. 1. 2021.
- 13 Voir Albertine Bourget avec Laetitia Béraud, «La parole libérée des «enfants du placard»», *L'illustré*, 30. 3. 2022, 16–21.
- 14 *Ibid.*, 17. Fondée en 2021, l'association Tesoro entend représenter les intérêts des travailleurs étrangers «qui ont souffert dans le passé des restrictions des permis A (saisonniers) et B (annuels) parce qu'ils se sont vu refuser le droit au regroupement familial». *Ibid.*, 21. Voir également: www.swissinfo.ch/fre/les--enfants-du-placard--exigent-des-r%C3%A9parations/47124040 (4. 8. 2022).
- 15 Bourget, Béraud (voir note 13), 17.
- 16 Max Frisch, *Le Public comme partenaire, Interventions esthétiques et politiques (1949–1967)*, traduit de l'allemand par Antonin Wiser, Lausanne 2017, 97.
- 17 Gérald et Silvia Arlettaz, *La Suisse et les étrangers. Immigration et formation nationale (1848–1933)*, Lausanne 2004, 20.
- 18 Marc Vuilleumier, *Immigrés et réfugiés en Suisse. Aperçu historique*, Zurich 1992, 3^e édition, 39.
- 19 Arlettaz (voir note 17), 26–27.
- 20 Vuilleumier (voir note 18), 42.
- 21 Sur l'immigration italienne en Suisse et la politique fédérale, voir notamment Mauro Cerutti, «Un secolo di emigrazione italiana in Svizzera (1870–1970), attraverso le fonti dell'Archivio federale», *Études et sources* 20 (1994), 11–104.
- 22 Marc Vuilleumier, «Mouvement ouvrier et immigration au temps de la deuxième Internationale. Les travailleurs italiens en Suisse. Quelques problèmes», in *Histoire et combats. Mouvement ouvrier et socialisme en Suisse 1864–1960*, Lausanne 2012, 305–320, ici 310–312.
- 23 Hans Ulrich Jost, *Les avant-gardes réactionnaires. La naissance de la nouvelle droite en Suisse, 1890–1914*, Lausanne 1992.
- 24 Marc Perrenoud, «La «surpopulation étrangère», une longue histoire suisse», in Marc Perrenoud, *Migrations, relations internationales et Seconde Guerre mondiale. Contributions à une histoire de la Suisse au XX^e siècle*, Neuchâtel 2021, 89–115; Arlettaz (voir note 17), 55–67.
- 25 Gérald Arlettaz, «Démographie et identité nationale (1850–1914). La Suisse et «La question des étrangers»», *Études et sources* 11 (1985), 83–174; Rudolf Schlaepfer, *Die Ausländerfrage in der Schweiz vor dem Ersten Weltkrieg*, Zurich 1969.
- 26 Silvia Arlettaz, «La Grève générale et l'immigration de guerre», in Patrick Auderset et al. (éd.), *Der Landestreik 1918 / La Grève générale de 1918*, cahier hors-série AÉHMO – *traverse* 25/2 (2018), 193–212; Gérald Arlettaz, «Les effets de la première guerre mondiale sur l'intégration des étrangers en Suisse», *Relations internationales* 54 (1988), 161–179; Anja Huber, *Fremdsein im Krieg. Die Schweiz als Ausgangs- und Zielort von Migration, 1914–1918*, Zurich 2018.
- 27 Michel Caillat, Jean-François Fayet, «Le mythe de l'ingérence bolchevique dans la Grève générale de novembre 1918. Histoire d'une construction franco-suisse», in Auderset (voir note 26), 213–230.
- 28 La proportion des étrangers résidents permanents par rapport à la population globale en Suisse

- a passé de 14,7 % en 1910 à 8,7 % en 1930, avant de chuter à 5,2 % en 1941. Arlettaz (voir note 17), 22. Les crises économiques, le chômage et le développement économique modéré restreignent les besoins de main-d'œuvre aussi bien que l'attractivité du pays.
- 29 Marcel Heiniger, «Immigration», *Dictionnaire historique de la Suisse*, 7. 12. 2006, <https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/007991/2006-12-07> (4. 8. 2022).
 - 30 Sur les accords de 1948 et de 1964, voir Marc Perrenoud, «La politique de la Suisse face à l'immigration italienne (1943–1953)», in Perrenoud (voir note 24), 53–88.
 - 31 La proportion des étrangers·ères (fonctionnaires internationaux, frontaliers et saisonniers non compris) passe de 6,1 % en 1950 à 10,8 % en 1960, puis à 17,2 % en 1970. Marc Vuilleumier, «Étrangers», *Dictionnaire historique de la Suisse*, 9. 7. 2015, <https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/010384/2015-07-09> (4. 8. 2022).
 - 32 Voir notamment Sandro Cattacin et al., *La migration italienne dans la Suisse d'après-guerre*, Lausanne 2013.
 - 33 Vuilleumier (voir note 31).
 - 34 Étienne Piguet, *L'immigration en Suisse. Soixante ans d'entrouverture*, Lausanne 2013, 18–19.
 - 35 Vuilleumier (voir note 18), 99.
 - 36 Sur la controverse autour de l'«exportation du chômage», voir Étienne Piguet, *L'immigration en Suisse depuis 1948. Une analyse des flux migratoires*, Zurich 2005, 69–78.
 - 37 Étienne Piguet, Hans Mahnig, *Quotas d'immigration. L'expérience suisse*, Genève 2000.
 - 38 Vuilleumier (voir note 18), 99.
 - 39 Piguet (voir note 34), 29–30.
 - 40 Damir Skenderovic, «Xénophobie», *Dictionnaire historique de la Suisse*, 5. 5. 2015, <https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/016529/2015-05-05> (4. 8. 2022).
 - 41 Lancée en 1968, cette initiative, qui prévoit de limiter à 10 % maximum la population étrangère en Suisse, suscite une forte crainte et des réactions parmi les travailleurs·euses étrangers·ères. Soumise aux urnes le 7 juin 1970, elle est rejetée avec 54 % de «non». Voir dans ce numéro le compte rendu par Pauline Milani de l'ouvrage de Francesca Falk (éd.), *Der Schwarzenbacheffekt. Wenn Abstimmungen Menschen traumatisieren und politisieren*, Zurich 2022.
 - 42 Hans Mahnig, «La politique migratoire du milieu des années 1980 jusqu'à 1998», in Hans Mahnig (éd.), *Histoire de la politique de migration, d'asile et d'intégration en Suisse depuis 1948*, Zurich 2005, 160–185.
 - 43 Anne Weill-Lévy et al., *Suisse. Un essai sur le racisme d'État*, 2 vol., Lausanne 1999–2003.
 - 44 Silvia Arlettaz, «Saisonniers», *Dictionnaire historique de la Suisse*, 4. 10. 2012, <https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/025738/2012-10-04> (4. 8. 2022).
 - 45 Voir notamment les états de la recherche réalisés en 2005 par Hans Mahnig (voir note 42), 13–17, et en 2011 par Silvia Arlettaz, «Immigration et présence étrangère en Suisse. Un champ historique en développement», *traverse* 1 (2011), 193–216. Signalons également l'ouvrage d'André Holenstein, Patrick Kury, Kristina Schulz, *Schweizer Migrationsgeschichte. Von den Anfängen bis zur Gegenwart*, Zurich 2018.
 - 46 Voir dans le présent numéro l'article de Thierry Maurice.
 - 47 Pour paraphraser le titre de l'ouvrage *Pour une histoire des gens sans Histoire, Ouvriers, excluEs, et rebelles en Suisse, 19e–20e siècles*, Lausanne 2000.
 - 48 Voir dans le présent numéro les articles de Sarah Kiani et Magali Michelet, ainsi que le projet FNS: www.unine.ch/shm/home/projet.html (2. 7. 2022).
 - 49 Saffia Elisa Shaukat, *Frontiere al femminile. L'esperienza delle donne italiane in Svizzera tra genere, integrazione e italianità*, Université de Lausanne.
 - 50 Sarah Baumann, ... und es kamen auch Frauen. Engagement italienischer Migrantinnen in Politik und Gesellschaft der Nachkriegsschweiz, Zurich 2014.
 - 51 Francesca Falk, *Gender Innovation and Migration in Switzerland*, Cham 2019.
 - 52 Citons ici notamment le travail de Paolo Barcella, *Per cercare lavoro. Donne e uomini dell'emigrazione italiana in Svizzera*, Collana 2018.
 - 53 Le projet de recherche en cours «Emotionsgeschichte jugoslawischer Arbeiterinnen und Arbeiter

- ter in der Schweiz (1960–1980)» (Université de Zurich, Archives sociales suisses) étudie les expériences des *Gastarbeiter* d'ex-Yougoslavie en Suisse.
- 54 Voir notamment le chapitre «Ouvriers saisonniers» de l'ouvrage de Delia Castelnovo-Frigessi, *La condition immigrée. Les ouvriers italiens en Suisse*, Lausanne 1978, 164–198.
 - 55 Film documentaire d'Alex Mayenfisch, *Saisonniers en Suisse. Une vie à la dure*, CH, 2003, 54', Télévision Suisse Romande.
 - 56 Voir Mauro Cerutti, «L'immigration italienne en Suisse dans le contexte de la Guerre froide», in *Pour une histoire des gens sans Histoire* (voir note 47), 213–231.
 - 57 En revanche, l'initiative «Être solidaires» prévoyait aussi de restreindre l'immigration: chaque année, le nombre de nouveaux immigré·e·s actifs·ves ne pouvait pas dépasser le nombre de celles et ceux qui avaient quitté le pays l'année précédente. Sur cette initiative, voir Lise-Emmanuelle Nobs, *Une nouvelle politique à l'égard des étrangers? L'initiative «Être solidaires» à contre-courant des initiatives xénophobes et de la politique fédérale durant les années 1970*, mémoire de licence, Université de Fribourg, 2010–2011.
 - 58 Voir à ce propos: Jean Steinauer, Malik von Allmen, *Changer la baraque. Les immigrés dans les syndicats suisses 1945–2000*, Lausanne 2000; Castelnovo-Frigessi (voir note 54), 69–70; Vasco Pedrina, Stefan Keller, *De la politique de contingentement à la libre circulation des personnes. Politique migratoire des syndicats dans la course contre les discriminations et le dumping salarial*, Berne 2018; Andreas Fasel, *Fabrikgesellschaft. Rationalisierung, Sozialpolitik und Wohnungsbau in der Schweizer Maschinenindustrie, 1937–1967*, Zurich 2021, 19–106.
 - 59 Il existe un aperçu des sources disponibles à Genève, déposé à la bibliothèque des Archives contestataires (R283). Voir Bruno Corthésy, avec la collaboration de Patrick Auderset, *État des lieux des archives relatives aux saisonniers et saisonnières dans le contexte genevois*, Genève 2016.

Saisonarbeitende in der Schweiz. Arbeit, Migration, Fremdenfeindlichkeit und Solidarität

Editorial

Zwanzig Jahre nach der Abschaffung des Saisonnierstatuts gibt es in der Schweiz kaum Spuren dieser Arbeitskräfte, die hauptsächlich aus Italien, Spanien, Portugal und dem ehemaligen Jugoslawien stammten. Nur wenige Baracken, in denen diese prekär Beschäftigten¹ untergebracht waren, sind noch erhalten, etwa in Le Lignon am Stadtrand von Genf. Ein doppelter Wegweiser hinter dem Genfer Bahnhof Cornavin weist in den vier Sprachen Französisch, Italienisch, Spanisch und Portugiesisch auf das kantonale Büro für Saisonarbeitende und den Grenzsanitätsdienst hin, der für viele mit der demütigenden sanitärischen Kontrolle vor der Einreise in die Schweiz verbunden war.

Wenige, meist bescheidene Denkmäler erinnern an das Schicksal dieser Menschen, die die Schweiz über siebzig Jahre lang, von der Einführung des Saisonnierstatuts 1931 bis zu dessen Abschaffung im Jahr 2002, als Arbeitskräfte ins Land geholt hat. Das ebenso imposante wie kurzlebige *Monumento migrante* in St. Gallen ist wahrscheinlich die einzige Ausnahme. Es bestand aus einem drei Meter hohen Sockel, der absichtlich leer gelassen wurde, um die Nichtanerkennung der ausländischen Arbeitskräfte bezüglich Aufbau und Wohlstand der Schweiz zu symbolisieren, und trug eine einfache Inschrift: «An die Migrantinnen und Migranten». Nachdem es an verschiedenen Stellen in der Altstadt gestanden hatte, wurde das Mahnmal 2016 vor dem Historischen und Völkerkundemuseum St. Gallen aufgestellt, als dort die Ausstellung *Ricordi e stima* (Erinnerungen und Wertschätzung) über die italienische Migration in der Schweiz gezeigt wurde.² Wie das Denkmal in der Ostschweiz erwähnt auch das für die italienischen Arbeiterinnen und Arbeiter in Genf die Saisonarbeitenden nicht explizit, sondern stellt sie in einen breiteren Migrationskontext. Das kleine Denkmal wurde im November 2014 beim Genfer Busbahnhof enthüllt und 2017 leicht versetzt. Es zeigt einen Koffer mit einer in weissen Stein gemeisselten Zeichnung der italienischen Halbinsel und ehrt die Menschen aus Italien auf Französisch und Italienisch: «En reconnaissance aux immigrantes et immigrants italiens et à leurs descendants pour leur rôle dans la construction de la Ville de Genève» (In Anerkennung der italienischen Immigrantinnen und Immigranten und ihrer Nachkommen für ihre Rolle beim Aufbau der Stadt Genf).

Erst in jüngerer Zeit wurde die Rolle der Saisonarbeitenden im Kanton Genf also politisch anerkannt. Am 17. September 2014 verabschiedete der Grosse Rat der Stadt Genf die einige Jahre zuvor eingereichte Motion «Parce qu'ils ont construit la Suisse et Genève: rendons hommage aux saisonniers» (Weil sie die Schweiz und Genf aufgebaut haben: ehren wir die Saisonniers).³ Auslöser dafür war eine Sendung vom November 2009 mit dem Titel *Les enfants du placard* (Die Schrankkinder), in der es um die Lage der Kinder von Saisonarbeitenden ohne Recht auf Familiennachzug ging.⁴ Aus diesem politischen Bewusstseinsprozess heraus entstand die Ausstellung *Nous, saisonniers, saisonnières... Genève, 1931–2019*, die 2019 in Genf⁵ gezeigt wurde und deren zweite Etappe im Neuen Museum Biel für Ende 2022 geplant ist. Während Saisonarbeitende seit einigen Jahren in Ausstellungen über Migration wie in St. Gallen 2016 oder kürzlich im Historischen Museum Lausanne⁶ zumindest erwähnt werden, ist ihr Schicksal erst seit kurzem Gegenstand eigener historischer und erinnerungspolitischer Aufarbeitungen wie in Genf oder in La Chaux-de-Fonds, wo im Historischen Museum der Stadt eine Ausstellung über die «Schrankkinder» gezeigt wird.⁷

Museen und Forschungseinrichtungen haben sich diesem vielschichtigen Thema demnach nur langsam geöffnet. Das Westschweizer Fernsehen (Télévision Suisse Romande, TSR, heute RTS) hat zweifellos Pionierarbeit geleistet, indem es bereits in den 1960er-Jahren Reportagen und Dokumentarfilme über die Saisonarbeiterinnen und -arbeiter zeigte⁸ und das Thema auch in den folgenden Jahrzehnten immer wieder aufnahm.⁹ So stehen Forschenden wertvolle audiovisuelle Quellen zur Verfügung, die die Lebens- und Arbeitsbedingungen dieser Arbeiterinnen und Arbeiter in ihrem historischen Kontext nachvollziehbar machen.¹⁰

Arbeit und Schicksal der Saisonarbeitenden in der Schweiz sind nun politisch anerkannt und Gegenstand historischer Forschungen und Ausstellungen sowie literarischer Verarbeitungen.¹¹ Das Thema findet seit einigen Jahren ein beispielloses Medienecho, sowohl in der Deutschschweiz¹² als auch in der Romandie.¹³ «Im Zuge der Gründung eines Vereins für die Kinder von Saisonarbeitenden, die in den 1960er- und 1970er-Jahren versteckt leben mussten»,¹⁴ hat das Magazin *L'Illustré* vier ehemalige «Schrankkinder» zu Wort kommen lassen, darunter Massimo Lorenzi, ein bekannter Fernsehmoderator und Sportchef beim Westschweizer Fernsehen, der erzählt, wie «der Damm des Schweigens, der alten Wunden und der Scham gebrochen» ist.¹⁵

Diese Nummer von *traverse* steht also im Zeichen der Anerkennung der Lebenswege und der Schwierigkeiten, mit denen Hunderttausende von Saisonarbeiterinnen und Saisonarbeitern konfrontiert waren, die im letzten Jahrhundert in die Schweiz kamen. Das wachsende Interesse – sei es aus politischer, historischer, erinnerungspolitischer, kultureller oder medialer Sicht – darf jedoch nicht vergessen lassen, dass hinter den analysierten Konstellationen Frauen und Männer

stehen, die in der Hoffnung auf ein besseres Leben ihr Zuhause, ihre Familie und ihre Freunde verlassen haben, um in der Schweiz zu arbeiten. Dabei machten sie Erfahrungen, die sie selbst, aber auch das Gastland geprägt und verändert haben. Wie der Schriftsteller Max Frisch zur Zeit der Schwarzenbach-Initiativen treffend formulierte: «Man hat Arbeitskräfte gerufen, und es kommen Menschen.»¹⁶

Wirtschaftliche Interessen und Kampf gegen «Überfremdung»: Die Konstanten der Schweizer Einwanderungspolitik und das Saisonnierstatut

Das 1931 durch das Bundesgesetz über Aufenthalt und Niederlassung der Ausländer eingeführte Saisonnierstatut war Teil der Migrationspolitik der eidgenössischen Behörden. Es sollte der Schweizer Wirtschaft einen flexiblen Zugriff auf Arbeitskräfte ermöglichen sowie die wahrgenommene sogenannte Überfremdung bekämpfen. Bei diesem in Europa einzigartigen und besonders ungerechten Statut war die Aufenthaltsdauer auf neun Monate begrenzt, die restlichen drei Monate des Jahres mussten im Herkunftsland verbracht werden. Erst im Juni 2002 wurde das Saisonnierstatut im Zuge eines Abkommens mit der Europäischen Union über die Personenfreizügigkeit abgeschafft.

Um den Kontext des Saisonnierstatuts zu verstehen, muss man bis zur Wende des vorigen Jahrhunderts zurückgehen. Die Zeit nach der Grossen Depression der Jahre 1873–1890 war bis zum Ersten Weltkrieg durch einen starken Aufschwung der Schweizer Wirtschaft gekennzeichnet. Die eidgenössische Regierung betrieb damals eine liberale Migrationspolitik, sodass die Wirtschaft die benötigten ausländischen Arbeitskräfte ohne Weiteres anwerben konnte. Im Sekundärsektor nahm der Bedarf mit dem industriellen Aufschwung, dem Bau von Gebäuden und öffentlicher Infrastruktur sowie dem Ausbau der Eisenbahn exponentiell zu. Dieser Wirtschaftsboom ging mit einem Anstieg der ausländischen Bevölkerung einher, grösstenteils aus den vier Nachbarländern der Schweiz. Bei der eidgenössischen Volkszählung von 1880 wurde zum ersten Mal eine Umkehrung der Wanderungsbilanz festgestellt, die nun positiv ausfiel,¹⁷ während die Schweiz im Verlauf des 19. Jahrhunderts ein Auswanderungsland gewesen war. Der Anteil der Ausländerinnen und Ausländer an der Wohnbevölkerung stieg von 7,9 Prozent im Jahr 1888 auf 16 Prozent im Jahr 1914¹⁸ und war damit höher als in den umliegenden Ländern. Gründe dafür waren das in der Schweiz geltende *ius sanguinis*, wonach Kinder ausländischer Eltern deren Staatsangehörigkeit behalten, sowie eine niedrige Einbürgerungsrate, da die Verfahren nach wie vor hindernisreich und kostspielig waren.¹⁹ Zwar gab es bereits zu dieser Zeit eine bedeutende saisonale Einwanderung, sie ist aber schwer zu beziffern, weil sie

in den Volkszählungen nicht berücksichtigt wurde. Grundsätzlich handelte es sich bei der ausländischen Einwanderung gleichwohl nicht um temporär anwesende Gruppen. 1910 war über ein Drittel aller Ausländerinnen und Ausländer in der Schweiz geboren (davon mehr als die Hälfte jünger als 15 Jahre). Über ein Viertel der im Ausland geborenen Personen war seit mehr als zehn Jahren in der Schweiz niedergelassen.²⁰

Die zunehmende ausländische Bevölkerung wurde dennoch als Problem empfunden. Insbesondere der starke Zustrom italienischer Arbeiter,²¹ die im Hoch- und Tiefbau beschäftigt waren, führte zu Spannungen und Reibereien mit der einheimischen Bevölkerung. Davon zeugen fremdenfeindliche Auswüchse wie der Käfigturmkrawall in Bern (1893) oder der Italienerkrawall im Zürcher Arbeiterquartier Aussersihl (1896), wo regelrecht Jagd auf Italiener gemacht wurde.²² Angesichts der umfassenden soziokulturellen Veränderungen der Jahrhundertwende kam es zu einem Erstarken nationalistischer Strömungen und der reaktionären Kreise einer neuen Rechten,²³ die sich darüber besorgt gaben. Ausländerinnen und Ausländer wurden zunehmend als gefährliche Konkurrenz und als parasitäre Bevölkerungsgruppe betrachtet. Begriffe wie «Infiltration», «Invasion» und vor allem «Überfremdung» wurden immer häufiger verwendet, wodurch der Anstieg der ausländischen Bevölkerung mit einer Reihe von Gefahren in Verbindung gebracht wurde.²⁴ Auf demografischer, sozialer, wirtschaftlicher und kultureller Ebene würde die Anwesenheit ausländischer Gruppen den Zusammenhalt des Landes gefährden, während das Eindringen fremder Sitten und Ideen die nationale «Identität» und die traditionellen «Werte» bedrohe, lauteten die Vorwürfe.

Angesichts dieser immer häufiger als «Ausländerfrage»²⁵ bezeichneten Situation setzten die liberalen Eliten zunächst auf Personenfreizügigkeit und erleichterte Einbürgerung. Mit den Auswirkungen des Ersten Weltkriegs änderte sich ihre Haltung jedoch radikal. Zur kulturellen Spaltung des Landes 1914 bis 1918 und zu den sozialen Schwierigkeiten der Kriegszeit kam hinzu, dass sich zahlreiche sozialistische, anarchistische und antimilitaristische Flüchtlinge sowie Deserteure und Dienstverweigerer in der Schweiz aufhielten. Diese politischen Geflüchteten lösten sowohl bei der bürgerlichen Rechten als auch bei Teilen der Linken heftige Reaktionen aus und nährten das Misstrauen gegenüber Ausländerinnen und Ausländern.²⁶ Der Generalstreik von 1918, der in der Elite, in der Bauernschaft und in Teilen der Bevölkerung als Verschwörung eingeschleuster bolschewistischer Agenten betrachtet wurde, verstärkte die Vorstellung des Ausländers als Bedrohung für die soziale Ordnung und die nationale Einheit.²⁷ In der Folge wurden das Asylrecht enger gefasst und die Einwanderung stärker zentral gesteuert. Dadurch stellt der Krieg einen Bruch in der vormaligen Migrationspolitik dar: Auf den freien Personenverkehr der Vorkriegszeit folgte

eine strenge Kontrolle der Einwanderung und eine Verschärfung der Asyl- und Einbürgerungsvoraussetzungen. 1917 wurde die eidgenössische Fremdenpolizei gegründet, die dem Justiz- und Polizeidepartement unterstand. Ab den 1920er-Jahren regelten Verordnungen die Einreise, Kontrolle und Niederlassung von Ausländerinnen und Ausländern.

Der Kampf gegen «Überfremdung» wurde zu einem Kernthema des politischen und medialen Feldes. In der Zwischenkriegszeit diente er als Instrument zur Rechtfertigung der behördlichen Politik im Zeichen von nationalem Zusammenhalt, Inländervorrang, Sozialpolitik und Migrationskontrolle. Trotz geringerem Ausländeranteil während der Zäsur von 1914–1918 und in der Zwischenkriegszeit²⁸ schürte das verstärkte Misstrauen der offiziellen Politik gegenüber zugezogenen Menschen die Fremdenfeindlichkeit in der Bevölkerung. Vor diesem Hintergrund wurde 1931 das erste Bundesgesetz über den Aufenthalt und die Niederlassung von Ausländern verabschiedet, das 1934 in Kraft trat. Das Gesetz kombinierte die von der Wirtschaft geforderte Flexibilität mit dem Kampf gegen die «Überfremdung» und verankerte die Niederlassungskontrolle sowie den «kurzfristigen» Aufenthalt: Die Niederlassungsbewilligung wurde an eine Arbeitsbewilligung geknüpft und nur niedergelassene Ausländerinnen und Ausländer hatten Zugang zu bestimmten Rechten (Sozialleistungen, Wohnungsmarkt usw.). Das im Gesetz von 1931 eingeführte Saisonnierstatut wurde zu einem Eckpfeiler der schweizerischen Migrationspolitik: Es beschränkte die langfristige Niederlassung der ausländischen Bevölkerung und regulierte deren Anwesenheit entsprechend dem Bedarf der Wirtschaft und den Konjunkturschwankungen. Dadurch wurden Arbeitskräfte mit geringeren Lohn- und Sozialkosten bereitgestellt. Die Bedeutung dieses Statuts wird in der Konjunktur nach dem Zweiten Weltkrieg deutlich, mit schätzungsweise drei Millionen erteilten Saisonnierbewilligungen in den 1950er- und 1960er-Jahren.²⁹

Der beispiellose Boom der Schweizer Wirtschaft in der Nachkriegszeit bedeutete eine massive Steigerung der Nachfrage nach ausländischen Arbeitskräften. Bis in die 1950er-Jahre wurden diese über private Netzwerke angeworben, später wurden entsprechende Abkommen mit diversen Ländern geschlossen, darunter Italien (1948, 1964)³⁰ und Spanien (1961).³¹ Selbst angesichts des Wohlstands in der unmittelbaren Nachkriegszeit, der insbesondere aus Italien³² neue Arbeitskräfte erforderte, prägte die Angst vor einer möglichen Krise und vor «Überfremdung» die Migrationspolitik des Bundes weiterhin. Diese Faktoren führten zu einer restriktiven Haltung in Bezug auf die Zuwanderung. In enger Zusammenarbeit zwischen der Fremdenpolizei und dem Bundesamt für Industrie und Arbeit führten die Schweizer Behörden ein Modell der Arbeitskräftero-tation ein. Die erneuerbare A-Bewilligung für Saisonniers beschränkte den Aufenthalt ausländischer Arbeitnehmender auf neun Monate pro Jahr und schloss

den Familiennachzug aus. Menschen mit B-Bewilligung (erneuerbarer Jahresaufenthalt) wurden davon abgehalten, sich dauerhaft in der Schweiz niederzulassen, indem deren Familie erst nach fünf oder zehn Jahren und nur unter bestimmten Voraussetzungen nachziehen durfte. Die Erteilung der C-Bewilligung (unbefristete Niederlassung) wurde beschränkt und an Bedingungen geknüpft. Wie der Historiker Marc Vuilleumier feststellt, verhinderte diese Politik, dass sich ausländische Arbeitnehmende dauerhaft in der Schweiz «festsetzten»: «Das Ziel, den Arbeiterfluss in Gang zu halten, wurde erreicht. Zu Beginn der 1960er-Jahre lebte die grosse Mehrheit der Fremdarbeiter seit weniger als vier Jahren in der Schweiz.»³³ Diese Politik war eine Antwort auf widersprüchliche Tendenzen. Einerseits gab es den Druck der Arbeitgeber: Mithilfe ausländischer Arbeitskräfte konnten diese das extensive Nachkriegswachstum fördern, ohne den (im Krieg intakt gebliebenen) Produktionsapparat erneuern und modernisieren zu müssen. Auch bremste der Zustrom ausländischer Beschäftigter den Lohnanstieg in einer überhitzten Wirtschaft. Andererseits befürchteten die Gewerkschaften gerade, dass eine massive Zuwanderung die Löhne nach unten drücken könnte. Der Zugriff auf Saisonarbeitende brachte diese gegensätzlichen Interessen in Einklang, indem die Niederlassung ausländischer Familien beschränkt wurde und zugewanderte Arbeitskräfte bei schwächerem Wirtschaftswachstum zurückgeschickt werden konnten: «[...] ein zentrales Ziel der Migrationspolitik der Nachkriegszeit [bestand] darin, der Einwanderung einen reversiblen, provisorischen Charakter zu verleihen. [...] Der ideale Immigrant verweilt nicht.»³⁴ Während der Konjunkturunbrüche von 1948/49, 1958, 1974 und 1982/83 stoppten die Behörden die Einwanderung und die Verlängerung von Aufenthaltsbewilligungen, sodass ausländische Arbeitskräfte, insbesondere Saisonarbeitende, als «Konjunkturpuffer» dienten. Nach dem ersten Ölpreisschock konnte die Schweiz damit ihre Arbeitslosigkeit «exportieren»: Durch Nichtverlängerung von A-, B- und Grenzgängerbewilligungen sank die Zahl der ausländischen Arbeitnehmenden innerhalb von vier Jahren (1974–1978) um rund 300 000.³⁵ Dass der Konjunkturschock migrantische Arbeitskräfte so hart traf, erklärt sich insbesondere durch deren hohen Anteil in Krisenbranchen, durch den Inländervorrang, den die eidgenössische Fremdenpolizei durchsetzte, sowie durch das Fehlen einer obligatorischen Arbeitslosenversicherung.³⁶ Die Politik der Arbeitskräfterotation,³⁷ die während des starken Wirtschaftswachstums der unmittelbaren Nachkriegszeit weitgehend galt, wurde ab Anfang der 1960er-Jahre durch ein Modell abgelöst, das stärker auf Integration und Assimilation ausgerichtet war. Der Rückgriff auf ausländische Arbeitskräfte wurde nun zu einem strukturellen Merkmal der Schweizer Wirtschaft, das es zu regulieren galt. Die Einführung der Personenfreizügigkeit in den Ländern der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft (EWG) 1964 bedeutete eine Konkurrenz für

die Schweiz. Diese verlor dadurch an Attraktivität und der Zustrom an Arbeitskräften aus Italien blieb zunehmend aus. In der Folge wurden Arbeitnehmende aus weiter entfernten Ländern wie Spanien und Portugal angeworben, später auch aus Jugoslawien, Griechenland und der Türkei. In diesem Zusammenhang unterzeichneten Italien (1948, 1964) und Spanien (1961) Abkommen mit der Schweiz über die Bedingungen für die Anwerbung und Zulassung ausländischer Arbeitskräfte, um den Status ihrer Emigrantinnen und Emigranten zu verbessern. Das 1964 mit Italien unterzeichnete Abkommen zwang die Schweiz zu Zugeständnissen, indem das Saisonnierstatut leicht gelockert und der Familiennachzug für Menschen mit Jahresaufenthaltsbewilligung erleichtert wurde. Für Personen mit B-Bewilligung und ihre Familien wurde ein längerfristiger Aufenthalt möglich und die Zahl der C-Bewilligungen erhöhte sich, zwischen 1969 und 1974 verdoppelte sie sich sogar.³⁸ Gleichzeitig entstand im Laufe der 1960er- und 1970er-Jahre erneut ein Druck, die Zuwanderung zu begrenzen. Einerseits geschah dies aus Gründen der Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Wirtschaft. Die Produktivität der Schweizer Industrie stagnierte in dieser Phase tendenziell: Bislang waren immer mehr Stellen geschaffen und diese mit ausländischen Arbeitskräften besetzt worden, während nun der Modernisierungsdruck (Investitionen zur Produktivitätssteigerung und technologische Innovationen) eine Kontingentierung der Zuwanderung nahelegte. Die Wirtschaft drängte ebenfalls auf eine Einschränkung mit der Begründung, die Zuwanderung würde die Inflation in der Schweiz anheizen, indem zusätzliche Wohnungen belegt sowie Güter und Dienstleistungen konsumiert würden, was zur Überhitzung der Schweizer Wirtschaft beitrage.³⁹ 1970 wurden die neuen B-Ausweise (Jahresaufenthaltsbewilligungen) und A-Ausweise (Saisonbewilligungen), die der Bund den Kantonen gewährte, plafoniert. Andererseits erlebte das Thema «Überfremdung» in den 1960er-Jahren eine Art Renaissance und fand selbst in der Linken Unterstützung: «Der politische Konsens schloss auch weite Teile der Sozialdemokratie und Gewerkschaften ein, die bereits in den 1950er-Jahren vor der Arbeitsmigration aus Italien gewarnt hatten.»⁴⁰ Das Misstrauen gegenüber Ausländerinnen und Ausländern prägte die Weltanschauung sowie den Diskurs zu Ausländerfragen in den 1960er-Jahren und förderte die populistische und nationalistische Rechte, welche die Angst vor «Überfremdung» als politisches Schlachtfeld nutzte. Nicht weniger als sechs Volksinitiativen kamen zwischen 1965 und 1988 zur Abstimmung mit dem Ziel, den Anteil der ausländischen Wohnbevölkerung in der Schweiz zu plafonieren. Die bekannteste war die von Nationalrat James Schwarzenbach portierte Initiative gegen «Überfremdung», die von der 1961 gegründeten Nationalen Aktion lanciert worden war. Rund um die Abstimmung am 7. Juni 1970 fand eine heftige Kampagne gegen Ausländerinnen und Ausländer statt, welche die Schweizer Migrationspolitik nachhaltig prägte: In der Folge wurden ein globales

Plafonierungssystem (mit jährlichen Zulassungsquoten) sowie als neuartiges Instrument zur Kontrolle der migrantischen Bevölkerung ein zentrales Ausländerregister eingeführt.⁴¹ Aufgrund des wirtschaftlichen und politischen Drucks bemühten sich die Behörden um eine strengere, selektivere Migrationspolitik und nahmen Abstand von der liberalen Haltung der 1950er- und 1960er-Jahre. Diese Politik hatte von Anfang der 1970er- bis Mitte der 1980er-Jahre Bestand, wobei ein gewisser Ausgleich zwischen verschiedenen Interessen gewahrt wurde, namentlich den Arbeitgeberverbänden mit ihrer Forderung nach Flexibilität, den fremdenfeindlichen Kreisen, die die Zuwanderung begrenzen wollten, sowie den Gewerkschaften, die den Arbeitsmarkt zu schützen versuchten.

Ab Mitte der 1980er-Jahre änderte sich das Umfeld jedoch. Mit dem konjunkturellen Aufschwung erlebte die Schweiz erneut eine Phase starker Zuwanderung. Selbst während der Wirtschaftskrise Anfang der 1990er-Jahre, als viele ausländische Beschäftigte ihre Arbeit verloren, wuchs ihr Anteil an der Bevölkerung stetig. Trotz der Krise verliessen Zugewanderte die Schweiz seltener und der Familiennachzug nahm zu, Saisonnier- sowie Jahresaufenthaltsbewilligungen wurden in Niederlassungsbewilligungen umgewandelt, was ausländischen Arbeitnehmenden eine stabilere Situation ermöglichte. Das Rotationsmodell für ausländische Arbeitskräfte war damit infrage gestellt und so versuchten die Behörden, eine neue Ausländerpolitik zu definieren. Dies auch weil sich die Schweiz in diesem Zeitraum an den Europäischen Wirtschaftsraum annäherte und die Zuwanderung bezüglich Migrationsgründen und Herkunft vielfältiger wurde, während gleichzeitig die Asylanträge zunahmen.⁴² Das 1991 verabschiedete «Drei-Kreise-Modell» definierte drei Kategorien (innerer, mittlerer und äusserer Kreis) und erfüllte wiederum die Anforderungen der Wirtschaft, wobei diese je nach Branche unterschiedlich ausfielen: Bezug zur Europäischen Union, Anwerbung von billigen Beschäftigten, aber auch von hoch qualifizierten Fachkräften. Das Drei-Kreise-Modell schrieb den diskriminierenden Charakter der Migrationspolitik fort, der von manchen Autorinnen und Autoren als «staatlicher Rassismus»⁴³ bezeichnet wird: Aussereuropäische Arbeitskräfte des dritten Kreises, die aufgrund ihrer angeblichen «Andersartigkeit» als nicht assimilierbar galten, wurden aufgrund ethnisch-kultureller Kriterien von der Aufnahme ausgeschlossen. Zwar wurde das Drei-Kreise-Modell 1998 durch ein neues, duales Zulassungssystem ersetzt (welches Personenfreizügigkeit und Zuwanderung unter bestimmten Bedingungen erlaubt). Dieselben Grundsätze bestimmen allerdings weiterhin das Migrationsregime, selbst nach der Annahme der bilateralen Abkommen mit der Europäischen Union (2002) und der Einführung des neuen Bundesgesetzes über die Ausländerinnen und Ausländer (AuG) im Jahr 2008 (2019 in Ausländer- und Integrationsgesetz umbenannt), das die Einwanderung aus dem Rest der Welt auf hoch qualifizierte Personen beschränkt.

Das Saisonnierstatut, das der Wirtschaft Arbeitskräfte verschaffen und gleichzeitig die Schweiz vor der gefürchteten «Überfremdung» bewahren sollte, war ein Grundpfeiler dieser Einwanderungspolitik. Es war das Kernelement der Rotation eingewanderter Arbeitskräfte in der Nachkriegszeit, bevor diese Politik durch stabilere Aufenthaltsbedingungen abgelöst wurde. Zudem war das Saisonnierstatut ein Ventil bei Konjunkturschwankungen und lieferte dem Bau- und Gastgewerbe sowie der Landwirtschaft die gewünschten Arbeitskräfte. Die verfügbaren Statistiken zeigen, dass die Zahl der Saisonarbeitenden sowohl in absoluten Zahlen als auch im Verhältnis zur Gesamtzahl der ausländischen Arbeitnehmenden in der Schweiz allmählich abnahm: Der Anteil der Saisonarbeitenden an der erwerbstätigen ausländischen Bevölkerung sank zwischen 1957 und 1967 von 26,5 auf 19,7 Prozent (153 510 Personen). 1977 reduzierte sich der Anteil gar auf 10,3 Prozent (67 280 Personen), bevor er 1987 wieder auf 13,9 Prozent (114 640 Personen) anstieg.⁴⁴

Bis 2002 hatten demnach Hunderttausende Menschen mit Saisonbewilligung in der Schweiz gearbeitet. Allerdings hat die Abschaffung des Statuts im Jahr 2002 den wirtschaftlichen Mechanismen der Ausbeutung und der damit verbundenen sozialen Ausgrenzung und Stigmatisierung kein Ende gesetzt. Die Beiträge in dieser Ausgabe von *traverse* zeigen im Gegenteil, wie sehr sich die historische Erfahrung der Saisonarbeitenden in neuen Formen prekärer und illegaler Arbeit (Schwarzarbeit, Sans-Papiers) spiegelt.

Historische Lücken und neuere Forschungen

Obwohl die Schweiz im 20. Jahrhundert eine der höchsten Einwanderungsraten in Europa aufwies, wurde Migration kaum als wichtiger Forschungsgegenstand betrachtet. Die Geschichtsschreibung zu diesem Thema blieb im internationalen Vergleich lange Zeit begrenzt. In den letzten Jahrzehnten wurden die Migrationspolitik des Bundes und die Geschichte der Einwanderung in die Schweiz endlich Gegenstand zahlreicher Forschungsarbeiten, die diese historiografischen Lücken teilweise schlossen.⁴⁵ Die spezifische Geschichte der Saisonarbeitenden in der Schweiz wurde zwar in Spiel- und Dokumentarfilmen⁴⁶ behandelt, ist aber immer noch ein «Stiefkind» der Wissenschaft und ein blinder Fleck in den Studien über Einwanderung. Die Frage wird in der historischen Literatur über Migration allgemein behandelt, jedoch nicht gesondert erforscht. Trotz der Bedeutung dieser Kategorie von Beschäftigten wird sie unter die übrige Einwanderung aus wirtschaftlichen Gründen subsumiert. Besonderheiten, Bedingungen und Entwicklung des Saisonnierstatuts werden ausgeblendet. Die Geschichte dieser Beschäftigten ist daher nicht ausreichend bekannt und gerät sogar in Ver-

gessenheit. Als Teil einer «Geschichte der Menschen ohne Geschichte»⁴⁷ soll diese Ausgabe von *traverse* helfen, diese Forschungslücke zu beheben, der laufenden Forschung Raum geben und neue Projekte anregen.

In den letzten Jahren hat sich die Zahl der Studien über Saisonarbeitende erfreulicherweise erhöht und es wurden neue Forschungsperspektiven eröffnet. Davon seien hier einige genannt, ohne Anspruch auf Vollständigkeit: Unter der Leitung von Kristina Schulz von der Universität Neuenburg beleuchtet das Projekt des Schweizerischen Nationalfonds (SNF) «Une socio-histoire des gens qui migrent: Les «enfants du placard» (1946–2002)» das Schicksal der Kinder von ausländischen Arbeitnehmenden, die aufgrund ihres Saisonnierstatuts kein Recht auf Familiennachzug hatten.⁴⁸ Auch die Rolle von zugewanderten Frauen als Akteurinnen in der Schweizer Gesellschaft wurde noch wenig erforscht. Hier setzen die Arbeiten von Saffia Shaukat,⁴⁹ Sarah Baumann⁵⁰ und Francesca Falk⁵¹ an, welche Migrations- und Geschlechtergeschichte miteinander verbinden und verschiedene Themen wie Unterdrückungsmechanismen, soziales und politisches Engagement ausländischer Frauen oder deren Rolle bei der Emanzipation der Frauen in der Schweiz analysieren. Während sich die bisherigen Studien vor allem auf italienische Immigrantinnen und Immigranten⁵² konzentrierten, beschäftigen sich neuere Forschungen auch mit der Geschichte anderer in die Schweiz eingewanderter Gemeinschaften. Hervorzuheben ist etwa die Arbeit von Tomislava Kosić über Personen aus dem ehemaligen Jugoslawien.⁵³

Arbeit, Migration, Fremdenfeindlichkeit und Solidarität

Das hier behandelte Thema der Saisonarbeitenden in der Schweiz ermöglicht eine Analyse von prekärer Arbeit, aber auch von Migrationsbewegungen sowie von unterschiedlichen Reaktionen, sowohl der Fremdenfeindlichkeit der «Schwarzenbach-Jahre» als auch der Solidarität mit Arbeitnehmenden italienischer, spanischer, portugiesischer oder jugoslawischer Herkunft. Jeder dieser Schwerpunkte würde jedoch eigene Forschung verdienen. Diese Ausgabe der *traverse* ist somit nur eine Etappe in der anstehenden Geschichtsschreibung.

Saisonarbeitende wurden auf ausbeutbare Beschäftigte reduziert, die dem schwankenden Bedarf der Wirtschaft gerecht werden mussten. Sie waren ein unerschöpfliches Reservoir an Arbeitskräften, derer sich die Behörden entledigen konnten, sobald sie sie nicht mehr brauchten. Als Eckpfeiler des Arbeitsmarktes boten sie Vorteile für die Schweizer Wirtschaft, die davon deutlich profitierte. Saisonarbeitskräfte waren junge Erwerbstätige, die in den prekärsten Sektoren arbeiteten, sehr harte Arbeitsbedingungen hatten und Tätigkeiten verrichteten, die Einheimische nicht übernehmen wollten. Zudem kosteten sie die

Schweizer Gesellschaft wenig und zahlten dennoch Steuern. Während Schule und Ausbildung im Herkunftsland finanziert worden waren und öffentliche Einrichtungen (wie Kindergärten und Schulen) aufgrund des verbotenen Familiennachzugs kaum beansprucht wurden, waren Saisonarbeiterinnen und -arbeiter von den Sozialleistungen praktisch ausgeschlossen, zumal ihnen der Zugang zur Arbeitslosenversicherung erst 1977 und nur unter bestimmten Bedingungen gewährt wurde. Das Saisonnierstatut förderte prekäre Arbeitsbedingungen, waren die Menschen doch der Willkür der Arbeitgeber ausgeliefert und besonders verletzlich bezüglich Missbräuchen wie Lohndumping, Überstunden, Schwarzarbeit während der erzwungenen Pause, Arbeitsunfällen oder sexueller Belästigung. Dabei waren sie rechtlich und gewerkschaftlich ausgesprochen schlecht geschützt.⁵⁴

Die vielfältigen Diskriminierungen und Erniedrigungen, denen Saisonarbeiterinnen und -arbeiter in der Schweiz ausgesetzt waren, sind zwar bekannt, aber nicht gründlich erforscht. Neben der demütigenden, jährlich wiederkehrenden sanitärischen Untersuchung, die erst 1994 abgeschafft wurde, und der administrativen Kontrolle bei der Einreise folgte nach Erhalt des Saisonnierstatuts «ein hartes Leben», wie ein Dokumentarfilm von Alex Mayenfisch hiess.⁵⁵ Angesichts der Wohnungsnot und der Unmöglichkeit, als Saisonnier einen Mietvertrag abzuschliessen, wurden Menschen mit A-Bewilligung in erbärmlichen Unterkünften zusammengepfercht, die ihnen von ihren Arbeitgebern zur Verfügung gestellt wurden. Es handelte sich um Notunterkünfte, einfache Baracken oder auch Sozialwohnungen, wo Zimmer und rudimentäre Gemeinschaftsräume geteilt werden mussten und teils Wuchermieten verlangt wurden. Da ihnen das Recht auf Familiennachzug gesetzlich verwehrt war, waren Saisonarbeitende von Ehepartnerin oder -partner sowie von den Kindern getrennt. Andernfalls mussten Letztere im «Schränk» versteckt werden. Solche Trennungen konnten zu psychischer Vereinsamung, emotionalen Störungen und Identitätsverlust führen. Die Illegalität beschränkte sich im Übrigen nicht nur auf Familien, da Personen mit A-Bewilligung in der «Zwischensaison» oftmals illegal in der Schweiz weiterarbeiteten.

Diese Kategorie von Migrantinnen und Migranten war auch mit einschneidenden administrativen Massnahmen konfrontiert, zum Beispiel den ab 1963 festgelegten Jahreshöchstquoten, der Genehmigung ihrer Bewilligungen durch die Fremdenpolizei ab 1974 oder den Schikanen einer peniblen Bürokratie, die verhindern wollte, dass ihre A-Bewilligung nach mehreren Saisons in eine B-Bewilligung umgewandelt werden konnte. Hinzu kommt, dass Saisonarbeiterinnen und -arbeiter, wie andere Menschen aus Italien oder Spanien, der Überwachung und Repression der Polizei ausgesetzt waren, die sich gegen kommunistische Aktivitäten richtete, insbesondere im Umfeld des Kalten Krieges der 1950er- und 1960er-Jahre.⁵⁶

Diese Frauen und Männer rissen sich von ihren Familien und ihrem Land los, um sich unter wirtschaftlich und sozial diskriminierenden Bedingungen quasi unsichtbar in der Schweiz niederzulassen. Und nun gerieten sie in den 1960er- und 1970er-Jahren ins Rampenlicht der Kampagnen fremdenfeindlicher und nationalistischer Kreise. Die ausländische Bevölkerung, die in verschiedenen Wirtschaftszweigen unentbehrlich geworden war, wurde von einem Teil der Rechten als Sündenbock für die Probleme der Schweiz in den Jahren des Wirtschaftswunders verantwortlich gemacht: Wohnungsnot, Umweltverschmutzung und überhitzte Konjunktur. Die «dritte» fremdenfeindliche Initiative «gegen die Überfremdung und Übervölkerung der Schweiz», die im November 1972 von der Nationalen Aktion eingereicht wurde und die Reduzierung der Ausländerzahl auf 500 000 bis Ende 1977 forderte, richtete sich direkt gegen Saisonarbeitende. Die ausländerfeindliche Initiative wurde im Oktober 1974 mit 65,8 Prozent Neinstimmen abgelehnt. Sie beeinflusste dennoch die offizielle Politik und trug dazu bei, die Massnahmen gegenüber Immigrantinnen und Immigranten zu verschärfen (dringliche Beschlüsse zur Begrenzung der Zahl der Zugewanderten, Plafo-nierungsmassnahmen) und das Saisonnierstatut noch prekärer zu machen. Die fremdenfeindlichen Kampagnen dienten auch dazu, die von den herrschenden Kreisen in der Schweiz gewollte Spaltung zwischen Schweizer Lohnabhängigen und eingewanderten Beschäftigten zu vertiefen.

Es zeigt sich, dass Formen der Prekarität im grossen Massstab an Saisonarbeitenden erprobt wurden. Dieses Subproletariat der zweiten Hälfte des 20. Jahrhunderts war in vielerlei Hinsicht unmenschlichen Lebensbedingungen ausgesetzt und wurde dazu gedrängt, sein Schicksal klaglos zu ertragen. Die Menschen lediglich als «Opfer» zu bezeichnen, würde jedoch einen grossen Teil ihrer Lebensgeschichte ausblenden. Denn sie waren auch Handelnde in politischen und gewerkschaftlichen Netzwerken, im Widerstand am Arbeitsplatz und in der Solidarität innerhalb der Migration sowie zwischen zugewanderten und Schweizer Beschäftigten. Auch waren sie in kulturellen und sozialen Vereinigungen mit Bezug zur Migration sehr aktiv. Hier ist insbesondere der Kampf für die Abschaffung des Saisonnierstatuts zu nennen, der Anfang der 1970er-Jahre diverse Migrationsorganisationen stark mobilisierte, etwa die Federazione delle Colonie Libere Italiane in Svizzera, die Associazione Cristiana Lavoratori Italiani oder die Asociación de Trabajadores Españoles Emigrantes en Suiza. Ebenfalls zu erwähnen sind das Komitee zur Abschaffung des Saisonnierstatuts (1971) und die Anlaufstelle Centre de contact Suisses-immigrés (1974). Auf institutioneller Ebene wurde der Kampf gegen das Saisonnierstatut insbesondere durch die eidgenössische «Mitenand-Initiative für eine neue Ausländerpolitik» geführt, die unter anderem forderte, dass Saisonarbeitende die gleichen Rechte wie Arbeitnehmende mit Jahresaufenthaltsbewilligung haben sollten.⁵⁷ Mit dieser Initiative versuchte

ein Teil der Linken, angesichts der rechtsnationalen Initiativen das Heft wieder in die Hand zu nehmen. Die Vorlage wurde am 5. April 1981 von Volk und Ständen überdeutlich abgelehnt. Der Widerstand gegen das Saisonnierstatut äusserte sich aber auch im konkreten Alltag. Bereits in den 1960er-Jahren kam es zu Protesten gegen die Lebens- und Arbeitsbedingungen der Saisonarbeitenden. Mit Petitionen, Demonstrationen und Streiks wurde auf ihre prekäre Situation aufmerksam gemacht. In dieser Hinsicht war das Verhältnis zwischen Saisonarbeitenden und Gewerkschaften nicht ganz einfach, trotz proklamierter Werte wie Solidarität und Schutz für Arbeitnehmende. Die Gewerkschaften fürchteten, eine zu grosse Anzahl Saisonarbeitender könnte zu einer Störung des Arbeitsfriedens führen. Auch wollten sie einheimische Arbeitskräfte vor Lohndumping schützen. Hinzu kam die gewerkschaftliche Rolle in den tripartiten Kommissionen, die für Saisonbewilligungen zuständig waren. All dies hatte zur Folge, dass die Gewerkschaften in vielerlei Hinsicht eine zwiespältige Politik betrieben. Vor den 1970er-Jahren bremsen sie den Einsatz von Saisonarbeitenden und unterstützten Kontingentierungsmassnahmen. Diese Seite der Geschichte von Gewerkschaften und Migration sollte zweifellos noch vertieft erforscht werden.⁵⁸

Weitere Fragen wie Entwurzelung, schwierige Entscheidungen zur Auswanderung oder zur Rückkehr, Hürden bei der Integration in der Schweiz oder bei der Rückwanderung, Leid und Demütigungen, die Saisonarbeitenden und ihren Kindern angetan wurden, sind Gegenstand aktueller und hoffentlich auch künftiger Forschungen.

Die aktuelle Ausgabe von *traverse* masst sich nicht an, die Lücken in der Geschichtsschreibung über Saisonarbeitende zu füllen, sondern möchte Denkanstösse zu einer Geschichte geben, die grösstenteils noch geschrieben werden muss. Dabei ist die Quellenlage sicherlich eine der Hauptschwierigkeiten, die den dürftigen Stand der Forschung erklären.⁵⁹ Der vorliegende Band ist in die vier Teile Arbeit, Migration, Fremdenfeindlichkeit und Solidarität gegliedert, die unterschiedlich beleuchtet werden. Die Beiträge geben in erster Linie Einblick in die eine oder andere Problematik, wobei italienische und spanische Saisonarbeitende im Fokus stehen, deren Spuren in den Archiven etwas weniger spärlich sind als die von portugiesischen oder exjugoslawischen, die später zuwanderten.

Zum Auftakt befasst sich Kristina Schulz mit der lückenhaften Geschichtsschreibung über Saisonarbeitende, indem sie die rechtlichen Rahmenbedingungen des Statuts anhand von juristischen und statistischen Quellen in der Nachkriegszeit verortet. Die Autorin gibt einen Überblick über Umfang und Zusammensetzung der Saisonarbeiterschaft in der Schweiz während der Jahre des Wirtschaftswunders und plädiert dabei für eine akteurszentrierte Perspektive.

Thierry Maurice arbeitet mit einem Korpus von Dokumentar- und Spielfilmen, die zwischen 1963 und 2016 entstanden sind. Er untersucht den Status und die

Lebensbedingungen der Saisonarbeitenden in der zweiten Hälfte des 20. Jahrhunderts, indem er sich auf ihre Darstellung sowie auf eine Reihe von wiederkehrenden Motiven in ihrem Bezug zur Schweiz stützt: Arbeit und Geld, Sprache und Musik, Unterkunft, Fremdenfeindlichkeit.

Ausgehend von einem bemalten Glasfragment der Eingangstür der Diskothek Alba in Biel blickt Florian Eitel auf die Auseinandersetzung zurück, die im Jahr 1977 zwischen den Betreibern der Diskothek, italienischen Gästen und Jugendlichen des Autonomen Jugendzentrums Chessu / La Coupole stattfand. Die Diskothek hatte zuvor den Italienerinnen und Italienern den Zutritt verwehrt. Die «Affäre» um die Diskothek Alba zeugt von fremdenfeindlichen, aber auch anti-rassistischen Diskursen und Praktiken im Vorfeld der letzten sogenannten Überfremdungsinitiativen.

Die Beiträge von Magali Michelet und Sarah Kiani befassen sich mit «Schränkindern», Kindern von Saisonarbeitenden, die nicht zu ihren Eltern in die Schweiz ziehen durften und daher nach dem Grenzübertritt im Versteckten leben mussten. Anhand von drei Serien von Oral-History-Interviews mit Zeugen nimmt Magali Michelet das Schweigen als Ausgangspunkt für die Rekonstruktion ihrer Lebensläufe. Sarah Kiani untersucht die Frage der Beschulung dieser illegalisierten Kinder, denen der Zugang zur öffentlichen Schule verwehrt wurde. Der Beitrag behandelt zwei Schulen, die eine 1972 in Neuenburg, die andere 1984 in Genf gegründet. Jene bot den Kindern Beschäftigung und soziale Kontakte, während diese mehr auf schulische und kulturelle Integration fokussierte.

Der letzte Beitrag geht in Form eines Interviews auf Entstehung und Erfolgsbedingungen der Ausstellung *Nous, saisonniers, saisonnières... Genève, 1931–2019* ein, die 2019 in Genf zu sehen war. Im Gespräch mit dem Kuratorenteam eruiert Frédéric Deshusses das Verhältnis zwischen der Geschichte der Saisonarbeitenden und ihrer Darstellung in Form einer Ausstellung. Diese wurde von der Stadt Genf in Auftrag gegeben und folgt dem politischen Willen, die Unzumutbarkeit des Saisonnierstatuts deutlich zu machen und so den Arbeiterinnen und Arbeitern, die die Härten dieses Statuts erlitten haben, einen Platz in der Geschichte der Stadt zu geben.

Mit ihren unterschiedlichen Herangehensweisen und Quellen machen diese sechs Artikel neue Facetten einer «Geschichte der Menschen ohne Geschichte» greifbar. Sie konzentrieren sich auf Saisonarbeitende, geben aber auch Anstösse für eine breitere Problematisierung von Arbeit, Migration, Fremdenfeindlichkeit und Solidarität. Dabei ist das Ziel auch, Grundlagen für Forschungen zu anderen Gemeinschaften von Beschäftigten zu schaffen.

Marc Gigase, Yan Schubert
(Übersetzung: Karin Vogt)

Anmerkungen

- 1 Es handelte sich überwiegend um Männer.
- 2 «St. Gallen: Denkmal für die «Gastarbeiter»», *St. Galler Tagblatt*, 29. 2. 2016, www.tagblatt.ch/ostschweiz/stgallen-gossau-rorschach/stgallen-denkmal-fuer-die-gastarbeiter-ld.291676 (4. 8. 2022).
- 3 Siehe https://conseil-municipal.geneve.ch/no_cache/conseil-municipal/objets-interventions/detail-rapport-reponse/rapport-reponse-cm/891-167e (4. 8. 2022).
- 4 Die Sendung ist im Archiv der Radio Télévision Suisse (RTS) abrufbar: <https://pages.rts.ch/emissions/temps-present/immigration/856134-les-enfants-du-placard.html?anchor=856136#856136> (4. 8. 2022).
- 5 *Nous, saisonniers, saisonnières... Genève, 1931–2019*, Le Commun (Genève), 30. 10–24. 11. 2019. Siehe das Interview von Frédéric Deshusses mit dem Kuratorenteam der Ausstellung sowie die Rezension von Sébastien Farré zum Ausstellungskatalog in dieser Ausgabe.
- 6 Siehe *Losanna, Svizzera. 150 ans d'immigration italienne à Lausanne*, Musée historique de Lausanne, 18. 8. 2021–9. 1. 2022 sowie die Besprechung des Ausstellungskatalogs von Acacio Calisto in dieser Ausgabe.
- 7 Siehe *Enfants du placard. À l'école de la clandestinité*, Musée d'histoire de La Chaux-de-Fonds, 12. 6. 2022–9. 3. 2023. Die Ausstellung ist das Ergebnis einer Zusammenarbeit mit dem Projekt des Schweizerischen Nationalfonds «Une socio-histoire des gens qui migrent. Les «enfants du placard» (1946–2002)».
- 8 Das RTS und das Schweizer Radio und Fernsehen (SRF) machen eine Reihe von Beiträgen aus ihren Archiven online zugänglich: www.rts.ch/archives/dossiers/3478083-les-saisonniers-aux-portes-de-la-suisse.html; www.rts.ch/archives/tv/information/temps-present/10201189-les-saisonniers.html; www.srf.ch/kultur/gesellschaft-religion/schweizer-saisonnierstatut-saison-niers-mussten-sich-zwischen-arbeit-und-familie-entscheiden (4. 8. 2022).
- 9 Siehe insbesondere die 1980 ausgestrahlte Reportage über Saisonarbeitende: www.rts.ch/archives/tv/information/temps-present/10201189-les-saisonniers.html (4. 8. 2022).
- 10 Ein wichtiges Beispiel dafür ist die Reportage von Simon Gabioud aus dem Jahr 1980 über die Unterbringung von Saisonarbeitenden: www.rts.ch/archives/tv/divers/edition-archives/12204140-une-suisse-deux-epoques-les-logements-des-saisonniers-du-boisdesfreres.html (4. 8. 2022).
- 11 Siehe insbesondere Joseph Incardona, *Permis C*, Lausanne 2016, und Vincenzo Todisco, *L'Enfant lézard*, Chêne-Bourg 2020, oder auch den kürzlich erschienenen Comic von Pierdomenico Bortone, Cecilia Bozzoli, *Celeste, l'enfant du placard. La migration italienne en Suisse*, Lausanne 2022. Massimo Furlans Theaterstück *Les Italiens*, das 2019 im Théâtre de Vidy, Lausanne, aufgeführt wurde, thematisiert das Dasein als Saisonnier ebenfalls stellenweise.
- 12 Siehe beispielsweise Andrea Spalinger, «Wir waren keine Schweizer geworden, waren aber auch keine richtigen Italiener mehr», *Neue Zürcher Zeitung*, 23. 1. 2021.
- 13 Siehe Albertine Bourget mit Laetitia Béraud, «La parole libérée des «enfants du placard»», *L'Illustré*, 30. 3. 2022, 16–21.
- 14 Ebd., 17. Die 2021 gegründete Vereinigung Tesoro will die Interessen ausländischer Beschäftigter vertreten, «die in der Vergangenheit unter den Einschränkungen der A-Ausweise (Saisonnierbewilligungen) und B-Ausweise (Jahresaufenthaltsbewilligungen) gelitten haben, weil ihnen das Recht auf Familiennachzug verwehrt wurde». Ebd., 21 (beide Zitate aus dem Französischen übersetzt). Siehe auch www.swissinfo.ch/ger/schweiz-saisonniers-auslaendische-arbeitskraefte-kein-kindernachzug-versteckte-kinder-gerechtigkeit/47121192 (4. 8. 2022).
- 15 Bourget/Béraud (wie Anm. 13), 17 (aus dem Französischen übersetzt).
- 16 Max Frisch, «Vorwort», in Alexander J. Seiler, *Siamo Italiani. Die Italiener. Gespräche mit italienischen Arbeitern in der Schweiz*, Zürich 1965, 7.
- 17 Gérald und Silvia Arlettaz, *La Suisse et les étrangers. Immigration et formation nationale (1848–1933)*, Lausanne 2004, 20.
- 18 Marc Vuilleumier, *Immigrés et réfugiés en Suisse. Aperçu historique*, Zürich 1992, 3. Auflage, 39.

- 19 Arlettaz (wie Anm. 17), 26 f.
- 20 Vuilleumier (wie Anm. 18), 42.
- 21 Zur italienischen Einwanderung in der Schweiz und zur Politik des Bundes siehe Mauro Cerutti, «Un secolo di emigrazione italiana in Svizzera (1870–1970), attraverso le fonti dell’Archivio federale», *Studien und Quellen* 20 (1994), 11–104.
- 22 Marc Vuilleumier, «Mouvement ouvrier et immigration au temps de la deuxième Internationale. Les travailleurs italiens en Suisse. Quelques problèmes», in *Histoire et combats. Mouvement ouvrier et socialisme en Suisse 1864–1960*, Lausanne 2012, 305–320, hier 310–312.
- 23 Hans Ulrich Jost, *Les avant-gardes réactionnaires. La naissance de la nouvelle droite en Suisse, 1890–1914*, Lausanne 1992.
- 24 Marc Perrenoud, «La «surpopulation étrangère», une longue histoire suisse», in Marc Perrenoud, *Migrations, relations internationales et Seconde Guerre mondiale. Contributions à une histoire de la Suisse au XX^e siècle*, Neuchâtel 2021, 89–115; Arlettaz (wie Anm. 17), 55–67.
- 25 Gérald Arlettaz, «Démographie et identité nationale (1850–1914). La Suisse et «La question des étrangers»», *Studien und Quellen* 11 (1985), 83–174; Rudolf Schlaepfer, *Die Ausländerfrage in der Schweiz vor dem Ersten Weltkrieg*, Zürich 1969.
- 26 Silvia Arlettaz, «La Grève générale et l’immigration de guerre», in Patrick Auderset et al., *Der Landesstreik 1918 / La Grève générale de 1918*, Sonderband AÉHMO – *traverse* 25/2 (2018), 193–212; Gérald Arlettaz, «Les effets de la première guerre mondiale sur l’intégration des étrangers en Suisse», *Relations internationales* 54 (1988), 161–179; Anja Huber, *Fremdsein im Krieg. Die Schweiz als Ausgangs- und Zielort von Migration, 1914–1918*, Zürich 2018.
- 27 Michel Caillat, Jean-François Fayet, «Le mythe de l’ingérence bolchevique dans la Grève générale de novembre 1918. Histoire d’une construction franco-suisse», in Auderset (wie Anm. 26), 213–230.
- 28 Der Anteil der niedergelassenen Ausländerinnen und Ausländer an der Gesamtbevölkerung der Schweiz sank von 14,7 % im Jahr 1910 auf 8,7 % im Jahr 1930 und fiel dann auf 5,2 % im Jahr 1941. Arlettaz (wie Anm. 17), 22. Wirtschaftskrisen, Arbeitslosigkeit und eine verhaltene wirtschaftliche Entwicklung verminderten sowohl den Bedarf an Arbeitskräften als auch die Attraktivität des Landes.
- 29 Marcel Heiniger, «Einwanderung», *Historisches Lexikon der Schweiz*, 7. 12. 2006, <https://hls-dhs-dss.ch/de/articles/007991/2006-12-07> (4. 8. 2022).
- 30 Zu den Abkommen von 1948 und 1964 siehe Marc Perrenoud, «La politique de la Suisse face à l’immigration italienne (1943–1953)», in Perrenoud (wie Anm. 24), 53–88.
- 31 Der Ausländeranteil (ohne internationale Funktionäre, Grenzgänger und Saisonniers) stieg von 6,1 % (1950) über 10,8 % (1960) auf 17,2 % (1970). Marc Vuilleumier, «Ausländer», *Historisches Lexikon der Schweiz*, 9. 7. 2015, <https://hls-dhs-dss.ch/de/articles/010384/2015-07-09> (4. 8. 2022).
- 32 Siehe insbesondere Sandro Cattacin et al., *La migration italienne dans la Suisse d’après-guerre*, Lausanne 2013.
- 33 Vuilleumier (wie Anm. 31) (aus dem Französischen übersetzt).
- 34 Étienne Piguet, *L’immigration en Suisse. Soixante ans d’entrouverture*, Lausanne 2013, 18 f. (aus dem Französischen übersetzt).
- 35 Vuilleumier (wie Anm. 18), 99.
- 36 Zur Kontroverse um die «exportierte Arbeitslosigkeit» siehe Étienne Piguet, *L’immigration en Suisse depuis 1948. Une analyse des flux migratoires*, Zürich 2005, 69–78.
- 37 Étienne Piguet, Hans Mahnig, *Quotas d’immigration. L’expérience suisse*, Genève 2000.
- 38 Vuilleumier (wie Anm. 18), 99.
- 39 Piguet (wie Anm. 34), 29 f.
- 40 Damir Skenderovic, «Fremdenfeindlichkeit», *Historisches Lexikon der Schweiz*, 5. 5. 2015, <https://hls-dhs-dss.ch/de/articles/016529/2015-05-05> (4. 8. 2022).
- 41 Die 1968 lancierte Initiative sah eine Begrenzung der ausländischen Bevölkerung in der Schweiz auf maximal 10 % vor und löste unter den ausländischen Arbeitnehmerinnen und Ar-

- beitnehmern grosse Ängste sowie heftige Reaktionen aus. Am 7. Juni 1970 wurde sie an der Urne mit 54 % Neinstimmen abgelehnt. Siehe in dieser Ausgabe die Rezension von Pauline Milani zu Francesca Falk (Hg.), *Der Schwarzenbacheffekt. Wenn Abstimmungen Menschen traumatisieren und politisieren*, Zürich 2022.
- 42 Hans Mahnig, «La politique migratoire du milieu des années 1980 jusqu'à 1998», in Hans Mahnig (Hg.), *Histoire de la politique de migration, d'asile et d'intégration en Suisse depuis 1948*, Zürich 2005, 160–185.
- 43 Anne Weill-Lévy et al., *Suisse. Un essai sur le racisme d'État*, 2 Bände, Lausanne 1999–2003.
- 44 Silvia Arlettaz, «Saisonniers», *Historisches Lexikon der Schweiz*, 4. 10. 2012, <https://hls-dhs-dss.ch/de/articles/025738/2012-10-04> (4. 8. 2022).
- 45 Siehe insbesondere die Übersicht über den Stand der Forschung im Jahr 2005 von Hans Mahnig (wie Anm. 42), 13–17, sowie diejenige von Silvia Arlettaz im Jahr 2011, «Immigration et présence étrangère en Suisse. Un champ historique en développement», *traverse* 18/1 (2011), 193–216. Siehe auch André Holenstein, Patrick Kury, Kristina Schulz, *Schweizer Migrationsgeschichte, Von den Anfängen bis zur Gegenwart*, Zürich 2018.
- 46 Siehe den Artikel von Thierry Maurice in dieser Ausgabe.
- 47 In Anlehnung an den Buchtitel *Pour une histoire des gens sans Histoire, Ouvriers, excluEs, et rebelles en Suisse, 19e–20e siècles*, Lausanne 2000.
- 48 Siehe die Beiträge von Sarah Kiani und Magali Michelet in dieser Ausgabe sowie das SNF-Projekt: www.unine.ch/shm/home/projet.html (2. 7. 2022).
- 49 Saffia Elisa Shaukat, *Frontiere al femminile. L'esperienza delle donne italiane in Svizzera tra genere, integrazione e italianità*, laufende Dissertation Universität Lausanne.
- 50 Sarah Baumann, ... und es kamen auch Frauen. *Engagement italienischer Migrantinnen in Politik und Gesellschaft der Nachkriegsschweiz*, Zürich 2014.
- 51 Francesca Falk, *Gender Innovation and Migration in Switzerland*, Cham 2019.
- 52 Hier ist insbesondere die Arbeit von Paolo Barcella zu nennen, *Per cercare lavoro. Donne e uomini dell'emigrazione italiana in Svizzera*, Collana 2018.
- 53 Das laufende Forschungsprojekt «Emotiongeschichte jugoslawischer Arbeiterinnen und Arbeiter in der Schweiz (1960–1980)» (Universität Zürich, Schweizerisches Sozialarchiv) untersucht die Erfahrungen der «Gastarbeiter» aus Exjugoslawien in der Schweiz.
- 54 Siehe insbesondere das Kapitel «Ouvriers saisonniers» in der Publikation von Delia Castelnuovo-Frigessi, *La condition immigrée. Les ouvriers italiens en Suisse*, Lausanne 1978, 164–198.
- 55 Dokumentarfilm von Alex Mayenfisch, *Saisonniers en Suisse. Une vie à la dure*, CH, 2003, 54 Min., Télévision Suisse Romande.
- 56 Siehe Mauro Cerutti, «L'immigration italienne en Suisse dans le contexte de la Guerre froide», in *Pour une histoire des gens sans Histoire* (wie Anm. 47), 213–231.
- 57 Die «Mitenand-Initiative» sah jedoch auch eine Begrenzung der Einwanderung vor: Die Zahl der Einreisebewilligungen für ausländische Erwerbstätige durfte die Zahl der im Vorjahr ausgestellten erwerbstätigen Ausländerinnen und Ausländer nicht übersteigen. Siehe zu dieser Initiative Lise-Emmanuelle Nobs, *Une nouvelle politique à l'égard des étrangers? L'initiative «Être solidaires» à contre-courant des initiatives xénophobes et de la politique fédérale durant les années 1970*, Lizenziatsarbeit Universität Freiburg 2010/11.
- 58 Siehe hierzu Jean Steinauer, Malik von Allmen, *Changer la baraque. Les immigrés dans les syndicats suisses 1945–2000*, Lausanne 2000; Castelnuovo-Frigessi (wie Anm. 54), 69 f.; Vasco Pedrina, Stefan Keller, *Von der Kontingentierungspolitik zur Personenfreizügigkeit. Gewerbliche Migrationspolitik im Wettlauf gegen Diskriminierungen und Lohndumping*, Bern 2018; Andreas Fasel, *Fabrikgesellschaft. Rationalisierung, Sozialpolitik und Wohnungsbau in der Schweizer Maschinenindustrie, 1937–1967*, Zürich 2021, 19–106.
- 59 Eine Übersicht über die in Genf verfügbaren Quellen ist in der Bibliothek der Archives contestataires vorhanden (R283). Siehe Bruno Corthésy, unter Mitarbeit von Patrick Auderset, *État des lieux des archives relatives aux saisonniers et saisonnières dans le contexte genevois*, Genf 2016.